

# Mener le débat sur le fond

**C**ette histoire commence par une valse à trois temps.

**8 juin 1999.** Un texte de doctrine politique, signé par le Premier ministre britannique et le Chancelier allemand, est rendu public. Une courte dépêche de l'Agence France-Presse le résume sous le titre "la troisième voie anglo-allemande met au placard la gauche traditionnelle" (annexe 1). Sur cette base - et la mécanique est intéressante -, le soir même, toutes les chaînes de télévision et, le lendemain matin, la plupart des éditoriaux de la presse nationale comme de la presse régionale, présentent une analyse commune : la gauche moderne se trouve outre-Manche et outre-Rhin, la gauche traditionnelle se réfugie en France ; elle est, en tout état de cause, isolée.

**13 juin 1999.** L'élection européenne se traduit par un succès de la gauche en France et par un échec du New Labour - en chute de vingt points et devancé de sept points par les Tories - et du SPD - en recul de dix points et distancé de dix-huit points par la CDU.

**L'**après 13 juin. Une grille de lecture prévaut, en France tout du moins : c'est la publication de ce qu'il est convenu d'appeler le "manifeste Blair-Schröder" qui explique ces résultats opposés.

---

### Publier ?

---

**C**e récit, un peu subjectif et par trop succinct, soulève légitimement une première question simple : pourquoi publier le texte du "manifeste" ?

**E**lle appelle, je crois, une réponse simple : la nécessité du débat.

**L**a tentation d'écarter le débat, à l'évidence, est forte. Pour y succomber, il peut suffire de considérer qu'il a été lancé et tranché par les électeurs ; qu'une posture tactique constitue la meilleure réponse à ce que l'on veut lire comme une opération tactique ; que le moment choisi pour publier le "manifeste" était inélégant ; que son contenu était incohérent - par rapport aux vingt et une propositions adoptées à Milan par le parti des socialistes européens.

**E**t pourtant, la nécessité du débat s'impose, pour au moins trois raisons. La première : *les échecs* anglais et allemands ont sans doute de multiples causes ; dans ces deux pays, nul, ou presque, ne considère que la publication du "manifeste" puisse fournir une explication suffisante, ni même satisfaisante. La deuxième : *les signatures* - les Premiers ministres de deux des trois plus grands pays de l'Union, un Anglais et un Allemand ; ce n'est pas rien pour des socialistes, a fortiori pour des socialistes français. La troisième : *le contenu* du "manifeste" peut sus-

citer l'approbation ou, à l'inverse, provoquer l'opposition, mais le débat suppose un préalable : que le texte puisse être lu, dans sa cohérence, donc dans son intégralité.

**D'**où cette publication. D'où, aussi, les analyses critiques, de responsables politiques et d'experts, qui en éclairent la portée. Sous l'angle idéologique et politique avec Marisol Touraine et Henri Weber. Sous l'angle économique et social avec Jean Pisani-Ferry. Du point de vue anglais avec Laurent Bouvet. Du point de vue allemand avec Jacques-Pierre Gougeon.

---

### Analyser...

---

**P**our qui veut simplement connaître et comprendre, avant d'engager le débat, le "manifeste" soulève quelques séries de questions. Quelles analyses a-t-il suscité ? Quels objectifs a-t-il poursuivis ? Quelles répercussions a-t-il provoqué ?

... *les analyses*. Au-delà des réactions des acteurs, (annexe 2), les premières réactions des observateurs ont constitué un assez bel exemple de "pensée unique". Le texte n'a été examiné que sous son seul angle tactique et dans sa seule dimension franco-française.

**R**ecensement de quelques titres de la presse nationale : "Blair-Schröder, la trame de fer" (Libération), "Bonn et Londres mettent la pression libérale sur l'Europe" (La Tribune) et "montrent la voie à Jospin" (Le Figaro).

**E**xtraits de quelques éditoriaux de la presse régionale, au milieu d'une douzaine d'autres sur le même thème :

“le mythe d’une Europe socialiste, triomphalement brandi par Jospin, a pris un sérieux coup dans l’aile” (L’Yonne républicaine), “On voudrait écrire de l’anti-gauche plurielle, on ne s’y prendrait pas autrement” (Le Havre Presse), “En prônant un social-libéralisme synonyme de modernité, le couple germano-britannique ringardise la doctrine socialiste traditionnelle” (Le Télégramme), “Le Premier ministre et le parti socialiste français sont placés sur une ligne défensive” (Le journal de la Haute-Marne).



... *les objectifs*. En revanche, il est frappant de constater l’impasse des commentaires sur les objectifs poursuivis par les signataires.

**Q**ue recherche Tony Blair ? Le Premier ministre britannique n’est pas, ou pas seulement, contrairement à une idée communément répandue, un pragmatique. Il a aussi une doctrine, une pensée structurée, élaborée par des intellectuels de qualité, autour d’un réseau de *think tanks* dynamique. Il sait, davantage encore, instrumentaliser la théorie au service d’une stratégie de communication et d’une volonté de leadership politique. Au-delà, il tente de montrer que la Grande-Bretagne, bien qu’absente aujourd’hui de l’euro, peut peser sur l’Europe et, plus subtilement encore, qu’elle n’aurait rien à craindre demain d’une plus forte intégration dans l’Europe.

**Q**ue recherche Gerhard Schröder ? Le Chancelier allemand, à la différence du Premier ministre britannique, s’inscrit dans une logique qui a été considérée au mieux pragmatique, au pire opportuniste. La tonalité du texte est à l’évidence très *New Labour*. La signature du *Neue*

*Mitte* a pour principal - pour seul ? - objets de montrer la détermination du Chancelier à tourner la page Lafontaine, à la fois sur l’orientation économique - qui sera moins keynésienne -, et sur l’orientation géopolitique - qui risque d’être moins francophile.



... *les conséquences*. La publication du “manifeste” soulève plusieurs séries de questions.

**L**a première concerne *les conséquences nationales*, en Grande-Bretagne comme en Allemagne, notamment au regard des résultats de l’élection européenne. Une même conclusion a été tirée : la voie suivie doit être poursuivie. Mais les répercussions ont été très différentes ici et là.

**E**n Grande-Bretagne ? La ligne idéologique - dure - a été - mollement - contestée, notamment par John Monks, secrétaire général modéré des TUC qui a déclaré que “ceux qui ont voté travailliste avant 1990 sont vus comme des parents vieillissants et embarrassants lors d’une réunion de famille” ; à ceux-là, Tony Blair a répondu, le 23 juin, par un message *New Labour* qui “restera 100% *New Labour*”. La ligne européenne - modérée - a été - durement - récusée par les électeurs, les conservateurs ayant tenté de tirer partie du très fort taux d’abstention pour faire du 13 juin un référendum contre l’euro ; à ceux-là, Tony Blair a répondu à la fois en repoussant davantage encore la perspective de l’adhésion de son pays à l’euro et, surtout, en prenant la tête du combat pro-européen.

**E**n Allemagne ? Le texte a été critiqué aussi bien par la presse - le *Handelsblatt*, par exemple, considérant que

“jamais on n’avait assisté à une évolution idéologique aussi rapide qu’hasardeuse” - que par le SPD et même par... une CDU estimant le texte trop à droite... Il a été défendu par les principaux ministres, Bodo Hombach – qui a directement participé à sa rédaction -, Otto Schilly ou Hans Eichel. Il a été prolongé par un projet de budget présenté, pour sa rigueur, comme un tournant, même s’il n’est en réalité que le retour à l’application du programme pluriannuel présenté à Bruxelles par Oskar Lafontaine au début de l’année 1999.

**L**a seconde série de questions concerne les *conséquences européennes* de ce texte, au-delà de la confirmation de l’orientation - très importante - de Tony Blair. Le rapprochement idéologique anglo-allemand peut-il infléchir substantiellement le fonctionnement du couple historique franco-allemand ? Le “manifeste” Blair-Schröder peut-il marquer une évolution plus large des autres pays gouvernés par les sociaux-démocrates et, ce faisant, peser sur la réorientation de l’Union engagée notamment depuis juin 1997 ? Ces questions là ont été éludées. Elles sont pourtant centrales. Nous essayons d’en débattre.

### **Débattre !**

---

**Q**uelques hypothèses, un peu provocatrices, un peu paradoxales, pour stimuler le débat.

... *le contenu idéologique*. C’est par là qu’il faut commencer, ne serait ce que pour contrebattre l’idée avancée par l’un des co-rédacteurs du texte, Bodo Hombach, affirmant à *die Welt* que “certaines attaques ont plus pour objectif d’éviter la discussion que de trouver l’argument le plus pertinent”.

**E**cartons d’emblée les caricatures : bon nombre des idées défendues par le “manifeste” sont éminemment défendables. Exemples ? La nécessité “d’investir dans le capital humain”, de favoriser la création d’entreprises, de développer les nouvelles technologies, d’améliorer l’efficacité des services publics, de créer un consensus sur la modernisation, de réduire le coût du travail non qualifié, d’encourager le retour à l’emploi... la liste n’est pas exhaustive. Si l’on ajoute la défense des “stabilisateurs automatiques”, idée keynésienne s’il en est, et la reprise de la formule “oui à l’économie de marché, non à la société de marché”, idée jospinienne s’il en est, on constate même que ce texte est parfois plus équilibré qu’on a bien voulu le dire.

**I**l n’empêche pas les désaccords, qu’il faut identifier. Il y en a qui portent sur *ce qu’il y a* dans le texte : le choix de certains mots - le “centre-gauche” ou la “flexibilité”-, la rédaction de certaines phrases - ces chefs d’entreprises qu’il conviendrait désormais de “célébrer” - et, peut-être davantage encore, sur une musique d’ensemble. Il y en a d’autres, les plus importants en réalité, qui portent sur *ce qu’il n’y a pas* dans ce texte au risque, paradoxe suprême pour le *New Labour*, d’en faire un *old text*, une sorte de volonté acharnée de prolonger *ad libitum* le combat contre une gauche archaïque - dont les positions ont mené le Labour à vingt ans d’opposition - mais que Tony Blair a déjà marginalisée.

**L**e “manifeste” est très centralisateur, écartant de son analyse de la société les conflits et les contradictions, négligeant la réflexion sur la méthode de transformation de nos sociétés, ignorant le contrat et la négociation, oubliant

les partenaires sociaux, laissant penser que l'Etat, seul, peut tout, et notamment tout moderniser.

**I**l est ensuite très économique, fixant peu d'objectifs - ou en en fixant parfois, comme la baisse de l'impôt sur les sociétés, qui apparaissent plutôt comme des moyens, au surplus discutables. Ce faisant, et c'est l'une des faiblesses majeures, il ne réussit pas à articuler les moyens et les fins. Il est juste d'affirmer que, si nos modes d'action peuvent s'adapter, nos valeurs ne doivent pas être modifiées. Mais il faut alors démontrer en quoi les modes d'actions d'aujourd'hui permettent de promouvoir les valeurs de toujours. C'est ce que ne fait pas le "manifeste".

**I**l est enfin très auto-centré. La problématique ne concerne que les pays européens et guère les autres pays de l'Internationale socialiste ; les modes d'action concernent pour l'essentiel la Grande-Bretagne et l'Allemagne, minorant, à l'heure de l'euro, toute réflexion sur la coordination des politiques économiques, voire toute volonté communautaire... ce qui peut s'expliquer par le deuxième débat : les contextes politiques nationaux.



... *les contextes politiques*. Lionel Jospin a coutume de rappeler les spécificités historiques, culturelles, sociales ou politiques qui peuvent exister entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Présent à Berlin la veille de la publication du "manifeste", il a ajouté cette dimension stratégique : "les spectres politiques, à gauche, sont plus étroits en Angleterre et en Allemagne qu'en France".

**O**n peut tirer de cette analyse une deuxième conclu-

sion provocatrice : ce qui différencie nos pays, ce sont moins les pratiques gouvernementales - en réalité assez similaires - que la manière, liées aux spécificités politiques internes, de les théoriser. Là, à l'évidence, plus à droite. Ici, peut-être, plus à gauche. Nos pratiques nous rapprochent ; nos doctrines nous éloignent.

**P**renons pour exemple la Grande-Bretagne, cette sorte de Janus.

**C**ôté pile, l'héritage de vingt ans de thatchérisme et de cent ans de bipartisme ; les dérives pacifistes et fiscalistes du *old Labour* ; l'évolution des structures d'une économie qui voient désormais le secteur secondaire et le secteur financier peser d'un même poids. Autant de données qui expliquent l'évolution du Labour.

**C**ôté face, sans même évoquer les réformes institutionnelles, un bilan dans lequel figurent l'instauration d'un salaire minimum - qui va bénéficier à près de 10% de la population active -, la ratification de la charte sociale européenne, l'introduction de la directive sur le temps de travail, la création d'une taxe sur les profits "excessifs" des entreprises privatisées pour financer des emplois-jeunes, l'intervention en faveur du sauvetage du constructeur automobile Rover ou des chantiers navals Gowan. Autant d'actes qui situent à gauche le gouvernement de Tony Blair.

**À** l'évidence, pourtant, le côté pile éclipse le côté face.

**O**n se trouve ainsi, selon la formule d'un responsable travailliste d'une circonscription ouvrière, avec "un gouvernement qui agit à gauche mais dont la rhétorique est

à droite”. Et avec un pays combinant un faible taux de chômage avec un accroissement des inégalités considérable - 12 millions de personnes dans un état de pauvreté relative selon un rapport gouvernemental -, une désindustrialisation massive, un sous-investissement patent, une société à la fois flexible et non mobile.



**C**e débat, qui porte en définitive l’avenir du socialisme et le centre de gravité de la “ nouvelle gauche ”, va se poursuivre.

**L**’enjeu, pour les socialistes français, est maintenant d’affirmer leurs positions.

**L**e cadre, pour les socialistes du monde entier, pourrait être le congrès de l’Internationale socialiste, à Paris, au mois de novembre prochain.

**Gilles Finchelstein**

*Directeur de la publication*

---

# Le texte du “manifeste”



# “Propositions de Gerhard Schröder et de Tony Blair”

**L**es sociaux-démocrates gouvernent la quasi-totalité des pays de l'Union. Si la social-démocratie connaît un regain de succès, c'est parce qu'elle a commencé, tout en conservant ses valeurs traditionnelles, à renouveler ses idées et à moderniser ses programmes de façon crédible. C'est aussi parce qu'elle incarne, non seulement un idéal de justice sociale, mais aussi le dynamisme économique et la stimulation de la créativité et de l'innovation.

**C**ette approche est celle du “nouveau centre” allemand et de la “troisième voie” au Royaume-Uni. Les autres sociaux-démocrates adoptent d'autres modalités selon la culture propre à leur pays. Mais si le langage et les institutions diffèrent parfois, la motivation est partout la même. La plupart des gens ont depuis longtemps abandonné toute vision du monde fondée sur le clivage entre les dogmes de la gauche et de la droite. C'est à eux que les sociaux-démocrates doivent être en mesure de s'adresser.

**E**quité et justice sociale, liberté et égalité des chances, solidarité et responsabilité envers autrui : ces valeurs sont éternelles. La social-démocratie ne les sacrifiera jamais. Dans le monde contemporain, le respect de ces valeurs nécessite la mise en œuvre



de politiques réalistes et tournées vers l'avenir, qui permettront de relever les défis du vingt-et-unième siècle. Moderniser, c'est agir pour s'adapter à une situation qui, à l'évidence et sans parti pris, a évolué, et non par réaction aux sondages.

**D**e même, nous devons mettre en œuvre nos politiques dans un cadre économique nouveau, moderne et harmonisé avec le monde contemporain, dans lequel les gouvernements mettent tout en œuvre pour soutenir les entreprises sans jamais s'arroger le droit de se substituer à ces dernières. Les mesures politiques doivent être complémentaires par rapport au rôle essentiel que jouent les marchés et contribuer à l'améliorer, mais sans l'entraver. Nous soutenons une économie de marché, et non pas une " société de marché ".

**N**ous partageons une destinée commune au sein de l'Union européenne. Nous sommes confrontés aux mêmes défis - promouvoir l'emploi et la prospérité, permettre à chacun de réaliser son potentiel unique, lutter contre l'exclusion et la pauvreté, concilier le progrès matériel avec la protection de l'environnement et avec nos responsabilités envers les générations futures, s'efforcer de résoudre des problèmes communs qui constituent une menace pour la cohésion sociale, tels que la criminalité et la drogue, et faire en sorte que l'Europe puisse promouvoir plus efficacement le bien à travers le monde.

**A**fin de renforcer nos politiques, nous devons effectuer une analyse comparative des expériences réalisées en Grande-Bretagne et en Allemagne, et les confronter à celles de nos homologues européens - et des autres pays du monde - possédant la même sensibilité. Nous devons échanger les enseignements tirés de ces expériences et mesurer nos performances en les confrontant aux pratiques exemplaires et aux expériences des autres pays.

A cet effet, nous invitons les autres gouvernements sociaux-démocrates européens qui ont les mêmes objectifs de modernisation à se joindre à nous dans cette entreprise.

---

## I. Les enseignements de l'expérience

---

**B**ien que nos deux pays aient des raisons d'être fiers de ce qu'ils ont accompli par le passé, aujourd'hui nous devons trouver des solutions réalistes et concrètes pour répondre aux nouveaux défis auxquels nos sociétés et nos économies sont confrontées. Pour cela, il est nécessaire que nous nous en tenions à nos valeurs, mais aussi que nous nous montrions prêts à modifier notre ancienne approche et nos moyens d'action traditionnels. Par le passé :

- L'on a parfois confondu justice sociale et égalité des revenus. De ce fait, l'effort et le sens des responsabilités n'étaient pas suffisamment récompensés, et la social-démocratie était associée au conformisme et à la médiocrité au lieu d'incarner l'exaltation de la créativité, de la diversité et de l'excellence. Des coûts toujours plus élevés venaient grever le travail.

- L'objectif de justice sociale et les mesures à prendre pour le réaliser sont devenus synonymes de dépenses publiques toujours plus élevées, sans qu'il soit tenu compte des résultats obtenus ni de l'impact des impôts nécessaires à leur financement sur la compétitivité, sur l'emploi et le niveau de vie. Certes, assurer des services publics d'une qualité convenable est au cœur des préoccupations des sociaux-démocrates, mais la conscience sociale ne se mesure pas en fonction du niveau des dépenses publiques. La vraie question qui se pose à la société est celle de savoir si ces dépenses sont employées de façon efficace et dans

**“L'idée que l'État devrait remédier aux carences du marché a trop souvent conduit à un élargissement démesuré de ses attributions.”**

quelque mesure elles permettent aux citoyens d'être autonomes.

• L'idée que l'État devrait remédier aux carences du marché et aux dommages qui en résultent a trop souvent conduit à un élargissement démesuré des attributions de l'État et, par conséquent, à la bureaucratie. L'équilibre entre l'individuel et le collectif était faussé. Les valeurs chères aux citoyens, comme la réussite personnelle, l'esprit d'entreprise, la responsabilité individuelle et le sens de l'appartenance à une communauté, étaient trop souvent considérées comme secondaires par rapport aux mesures sociales concernant l'ensemble de la population.

• Les droits ont trop souvent été placés au-dessus des responsabilités, mais la responsabilité de chacun envers sa famille, ses voisins et la société ne peut être assumée par l'État. Les défaillances en matière d'obligations réciproques se traduisent par le déclin de l'esprit de communauté, la perte du sens des responsabilités envers autrui, l'augmentation de la criminalité et du vandalisme, et par un appareil judiciaire incapable d'y faire face.

• L'aptitude des gouvernements nationaux à orienter l'économie de façon à garantir la croissance et l'emploi a été surestimée. En revanche, l'importance du rôle que joue l'entreprise individuelle et commerciale dans la création de richesse a été sous-estimée. L'on a trop mis l'accent sur les points faibles des marchés et sous-estimé leurs vertus.

## **II. De nouveaux programmes pour s'adapter à une réalité nouvelle**

L'idée que l'on se fait de ce qui est à gauche ou à droite ne justifie en aucun cas que l'on devienne prisonnier d'une idéologie rigide.

La politique du “nouveau centre” et de la “troisième voie” a pour objet de répondre aux préoccupations de personnes - les gagnants et les perdants - qui vivent dans des sociétés en constante évolution et doivent s'y adapter. Compte tenu de ce nouvel environnement, les gens souhaitent que les responsables politiques abordent les problèmes sans préjugé idéologique et qu'ils recherchent, en se conformant à leurs valeurs et à leurs principes, des solutions pratiques à leurs problèmes grâce à des politiques honnêtes, bien conçues et pragmatiques. Les électeurs qui, dans leur vie de tous les jours, doivent faire preuve d'initiative et de facultés d'adaptation face à l'évolution économique et sociale, s'attendent à trouver les mêmes qualités chez les membres de leur gouvernement et leurs responsables politiques.

• Dans un monde où la mondialisation et les progrès scientifiques ne cessent de s'accélérer, nous devons créer les conditions qui permettront aux entreprises de prospérer et de s'adapter, et qui favoriseront la création de nouvelles entreprises ainsi que leur croissance.

• Les nouvelles technologies modifient radicalement la nature du travail et donnent à l'organisation de la production une dimension internationale. D'un côté elles

**“Les gens souhaitent que les responsables politiques abordent les problèmes sans préjugé idéologique et qu'ils recherchent, en se conformant à leurs valeurs et à leurs principes, des solutions pratiques.”**

ont pour effet de rendre certaines entreprises dépassées et obsolètes, mais de l'autre elles favorisent l'apparition de nouvelles activités et la création d'emplois. Parmi les tâches qu'implique la modernisation, la plus importante consiste à investir dans le capital humain et à faire en sorte que les individus et les entreprises soient prêts à affronter l'économie de demain qui reposera sur le savoir.

- Garder le même emploi toute sa vie durant est un objectif dépassé. Les sociaux-démocrates doivent répondre à des exigences accrues en matière de flexibilité - et en même temps veiller au respect de normes sociales minimales, aider les familles à s'adapter aux changements et offrir de nouvelles opportunités à ceux qui ne sont pas en mesure de suivre l'évolution.

- Concilier nos responsabilités envers les générations futures en matière d'environnement et les progrès matériels soulève un défi de plus en plus grand et ce pour la société dans son ensemble. Nous devons concilier la protection de l'environnement avec une approche moderne fondée sur le marché. Dans le domaine de la protection de l'environnement, les technologies les plus avancées consomment moins de ressources, offrent de nouveaux débouchés et créent de nouveaux emplois.

- La dépense publique a atteint, par rapport au revenu national, des niveaux qui sont proches de l'inacceptable. L'adoption de limites en matière d'imposition et de dépense oblige le secteur public à se moderniser de façon radicale et amène les services publics à adopter des réformes visant à assurer une meilleure gestion des fonds. En fait, le secteur public doit être au service du citoyen : nous n'hésitons pas à promouvoir les concepts d'efficacité, de concurrence et de forte performance.

- Les régimes de sécurité sociale doivent être adaptés pour tenir compte de l'évolution de l'espérance de vie, des structures familiales et du rôle des femmes. Les sociaux-démocrates doivent trouver des solutions pour lutter contre les problèmes de plus en plus urgents de criminalité, de désintégration sociale et d'usage de stupéfiants. Il nous faut montrer l'exemple et construire une société dans laquelle les hommes et les femmes détiendront les mêmes droits.

- De nos jours, la criminalité est un problème crucial pour les sociaux-démocrates : nous considérons que la sécurité urbaine doit faire partie des droits civils. Une politique qui a pour objet de rendre satisfaisantes les conditions de vie dans les villes favorise l'esprit de communauté, la création d'emplois et permet de rendre les zones résidentielles plus sûres.

Il est également nécessaire d'adopter une approche moderne au niveau du gouvernement :

- L'État doit tenir le gouvernail et non les rames : relever les défis plutôt que contrôler. Les solutions apportées aux problèmes doivent être le fruit d'un travail collectif.

- Dans le secteur public, il faut réduire la bureaucratie à tous les niveaux, formuler des objectifs en termes de résultats, contrôler rigoureusement la qualité des services publics et faire la chasse au manque de performance.

- Les sociaux-démocrates s'efforcent aujourd'hui de traiter les problèmes au niveau auquel ils ont le plus de chances

**“Dans le secteur public, il faut réduire la bureaucratie, formuler des objectifs en termes de résultats, contrôler la qualité des services publics et faire la chasse au manque de performance.”**

**“Une société qui célèbre les mérites des chefs d’entreprise performants au même titre que ceux des artistes ou des footballeurs.”**

d’être résolus. Certains problèmes ne peuvent être abordés qu’au niveau européen ; d’autres, comme les crises financières récentes, nécessitent une plus grande coopération à l’échelle internationale. Mais, en règle générale, les pouvoirs doivent être décentralisés au plus bas niveau possible.

- La pauvreté demeure au cœur de nos préoccupations, en particulier lorsqu’elle frappe des familles avec enfants. Il faut que des mesures spécifiques soient prises en faveur de ceux qui sont les plus exposés au risque d’être marginalisés et exclus.

**P**our être efficace, cette nouvelle politique doit promouvoir une mentalité dynamique et un nouvel esprit d’entreprise à tous les niveaux de la société. Cela nécessite :

- Une main-d’œuvre compétente et bien formée désireuse et capable d’assumer de nouvelles responsabilités ;
- Un régime de sécurité sociale qui encourage l’initiative, la créativité et la volonté de relever de nouveaux défis - et qui offre de nouvelles opportunités ;
- Un climat social propice à la prise d’initiatives par les entrepreneurs et à leur indépendance. Il faut faciliter la création de petites entreprises et améliorer leurs chances de survie ;
- Une société qui célèbre les mérites des chefs d’entreprise performants au même titre que ceux des artistes ou des footballeurs - et qui apprécie la créativité sous toutes ses formes.

**N**os pays ont des traditions différentes en ce qui concerne les relations entre l’État, l’industrie, les syndicats et les groupes sociaux, mais nous partageons la même conviction quant à la nécessité de surmonter les conflits qui surviennent habituellement sur le lieu de travail. Cela implique avant tout de relancer un esprit de communauté et de solidarité, de renforcer le partenariat et le dialogue entre tous les groupes de la société et de créer un nouveau consensus en faveur du changement et des réformes. Nous souhaitons que tous les groupes de la société partagent notre même engagement à suivre les nouvelles orientations exposées dans le présent Manifeste.

**D**ès son entrée en fonction, le nouveau gouvernement social-démocrate allemand a rassemblé les plus hauts représentants du milieu politique, du monde des affaires et des syndicats autour d’une table afin de forger une Alliance pour l’emploi, la formation et la libre concurrence.

- Nous voulons qu’il existe un véritable partenariat sur le lieu de travail, et que les salariés puissent partager avec les employeurs les bienfaits de la réussite.
- Nous approuvons les syndicats qui assurent la protection des personnes physiques contre les comportements arbitraires et qui travaillent en coopération avec les employeurs pour gérer le changement et assurer la prospérité à long terme.
- En Europe - dans le cadre d’un pacte européen pour l’emploi - nous nous efforcerons de poursuivre avec les partenaires sociaux un dialogue qui vise à soutenir, et non à entraver, les changements économiques qui s’imposent.

### **III. Le nouveau programme de la gauche pour stimuler l'offre**

La tâche qui incombe à l'Europe va consister à relever le défi de la mondialisation de l'économie tout en maintenant la cohésion sociale dans un climat d'incertitudes réelles et perceptibles. La croissance de l'emploi est le meilleur moyen d'assurer la cohésion de la société.

Les deux dernières décennies de laissez-faire néo-libéral sont révolues. Il faut toutefois veiller à ce qu'elles ne soient pas suivies d'une nouvelle période de financement par le déficit public et d'interventions massives de l'État comme dans les années 70. De nos jours, une telle approche correspondrait à une erreur d'orientation.

Les économies de nos pays et nos relations économiques au niveau mondial ont subi de profonds changements. Le fait que nous soyons confrontés à une situation et à des réalités nouvelles appelle à la remise en cause des idées anciennes et à l'élaboration de nouveaux concepts.

Dans la majeure partie de l'Europe, le chômage est beaucoup trop élevé - et provient pour une large part de causes structurelles. Pour répondre à ce défi, les sociaux-démocrates européens doivent s'unir pour formuler et mettre en œuvre le nouveau programme de la gauche pour stimuler l'offre.

Notre objectif est de moderniser l'État providence, sans pour autant le démanteler ; de mettre en place de nouveaux modes d'expression de la solidarité et de la responsabilité envers autrui sans que la justification de l'activité économique ne soit pour autant fondée sur l'intérêt purement individuel.

Cette approche repose sur les principaux éléments suivants :

Un cadre constitué par un marché robuste et concurrentiel.

La libre concurrence sur le marché des biens et la liberté des échanges sont indispensables pour stimuler la productivité et la croissance. C'est pourquoi l'existence d'un cadre permettant aux forces du marché de remplir correctement leur rôle est indispensable à la réussite économique et constitue une condition préalable d'une politique de l'emploi plus efficace.

- L'Union européenne devrait continuer d'agir résolument en faveur de la libéralisation du commerce mondial.

- L'Union européenne devrait mettre à profit les progrès accomplis grâce au Marché unique pour renforcer un cadre économique propice à l'amélioration de la productivité.

#### ***Une politique fiscale visant à promouvoir une croissance durable.***

Par le passé, les sociaux-démocrates étaient associés à une forte pression fiscale, pesant en particulier sur les entreprises. Les sociaux-démocrates admettent aujourd'hui que, si les circonstances le permettent, les réformes fiscales et la baisse de l'impôt peuvent jouer un rôle primordial dans la réalisation des objectifs sociaux qu'ils se sont fixés dans un cadre plus général.

Par exemple, la baisse de l'impôt sur les sociétés accroît la rentabilité et incite à investir davantage. L'augmentation des investissements entraîne celle de l'activité économique et accroît la capacité de production. Elle permet d'enclencher la spirale de la croissance et d'accroître les ressources dont les pouvoirs publics disposent pour réaliser les objectifs sociaux.

**“ Il faut réduire l'imposition des revenus des plus actifs et des entreprises, par exemple au détriment des “ pollueurs ” de l'environnement. ”**

- Il faut simplifier le régime fiscal des sociétés et réduire l'impôt sur les sociétés, comme l'a fait le “New Labour” au Royaume-Uni et comme le gouvernement fédéral allemand prévoit de le faire.

- Pour que le travail soit correctement rémunéré et pour que le système fiscal soit plus équitable, il faut alléger la charge d'impôt qui pèse sur les familles d'actifs et sur les salariés. L'Allemagne a commencé à prendre des mesures en ce sens (notamment grâce à une loi relative à l'allègement de l'impôt) et, en Grande-Bretagne, de nouveaux taux ont été introduits afin d'abaisser les niveaux de taxation minimum sur le revenu, et un crédit d'impôt a été institué en faveur des familles d'actifs.

- Il faut inciter et aider les entreprises - en particulier les petites et moyennes - à investir davantage. C'est l'objet de la réforme du régime fiscal des entreprises envisagée par le gouvernement social-démocrate allemand et celui de la réforme du régime des plus-values et du régime d'imposition des entreprises mise en œuvre par le parti travailliste en Grande-Bretagne.

- D'une façon générale, il faut réduire l'imposition des revenus des plus actifs et des entreprises. La charge de l'impôt doit être répartie différemment, par exemple au détriment des “pollueurs” de l'environnement. L'Allemagne, le Royaume-Uni et les autres pays européens gouvernés par les sociaux-démocrates ouvriront la voie dans ce domaine.

**Au** niveau de l'Union européenne, la politique fiscale doit avoir pour objet de lutter contre la concurrence déloyale et contre la fraude fiscale. La mise en œuvre d'une telle politique nécessite un renforcement de la coopération, mais n'implique pas l'uni-

formité. Nous n'approuverons pas de mesures de nature à entraîner une augmentation de la charge d'impôt ou à compromettre la compétitivité et l'emploi au Royaume-Uni.

***Les politiques de l'offre et de la demande vont de pair, elles ne constituent pas des options possibles.***

**D**ans le passé, les sociaux-démocrates ont souvent donné l'impression que les objectifs en matière de croissance et d'emploi élevé seraient atteints uniquement grâce à une gestion efficace de la demande. Les sociaux-démocrates modernes reconnaissent que les politiques de l'offre ont un rôle central et complémentaire à jouer.

**D**ans le monde d'aujourd'hui, la plupart des décisions politiques ont une incidence sur les conditions à la fois de l'offre et de la demande.

- Des programmes de “retour à l'emploi” permettent d'accroître les revenus des personnes qui se trouvaient auparavant sans emploi et d'améliorer l'offre de main-d'œuvre pour les employeurs ;

- La politique économique moderne vise à augmenter le revenu après impôt des travailleurs et à réduire simultanément les coûts de main-d'œuvre pour l'employeur. La réduction des coûts de main-d'œuvre non salariaux par le biais d'une réforme structurelle des systèmes de sécurité sociale et l'établissement d'une structure de cotisations et d'impôts plus favorable à l'emploi et orientée vers l'avenir revêt donc une importance particulière.

**L'**objectif de la politique social-démocrate est de résoudre la contradiction apparente entre les politiques de l'offre et de la

**“La flexibilité des marchés est l’un des objectifs de la social-démocratie moderne.”**

demande pour parvenir à une conjugaison fructueuse de flexibilité micro-économique et de stabilité macro-économique.

Afin d’atteindre une croissance et un nombre d’emplois plus élevés dans la société d’aujourd’hui, les économies doivent pouvoir s’adapter : la flexibilité des marchés est l’un des objectifs de la social-démocratie moderne.

La politique macro-économique continue d’avoir comme but essentiel d’établir les conditions favorables à une croissance stable et d’éviter les alternances de périodes d’expansion et de récession. Néanmoins, les sociaux-démocrates doivent reconnaître que la conduite d’une politique macro-économique appropriée ne suffit pas à stimuler la croissance et l’emploi. Une modification des taux d’intérêt ou de la politique fiscale ne se traduira pas par davantage d’investissement et d’emploi si l’offre n’est pas assez flexible pour y réagir. Afin de rendre l’économie européenne plus dynamique, nous devons également accroître sa flexibilité.

- Les entreprises doivent disposer d’une marge de manoeuvre pour tirer parti de l’amélioration des conditions économiques et profiter de nouvelles perspectives : elles ne doivent pas être étouffées par les règles et les réglementations.

- Les marchés des biens, du capital et du travail doivent tous être flexibles : nous ne devons pas permettre que coexistent la rigidité dans un secteur de l’économie et l’ouverture et le dynamisme dans d’autres.

***L’adaptabilité et la flexibilité seront de plus en plus cruciales dans l’économie de services de demain, fondée sur le savoir.***

Nos économies traversent une phase de transition, de la production industrielle à l’économie de services de demain, fondée sur le savoir. Les sociaux-démocrates doivent tirer parti de ce changement économique radical, qui offre à l’Europe la possibilité de rattraper les Etats-Unis et à des millions de citoyens la possibilité de trouver de nouveaux emplois, d’acquérir de nouvelles qualifications, de poursuivre de nouvelles carrières, de créer de nouvelles entreprises et d’assurer leur expansion - en somme, de concrétiser leurs espoirs d’un avenir meilleur.

Toutefois, les sociaux-démocrates doivent reconnaître que les conditions essentielles de la réussite économique ont changé. Les services ne peuvent stockés ; les usagers y ont recours en fonction de leurs besoins, à différents moments de la journée, en dehors de ce que l’on considère comme les horaires de travail habituels. L’avancée rapide de l’ère de l’information, en particulier les vastes possibilités offertes par le commerce électronique, devrait modifier radicalement nos habitudes d’achat, d’apprentissage, de communication et de détente. La rigidité et l’excès de réglementation compromettent nos chances de réussir notre entrée dans l’économie du savoir, en étouffant le potentiel d’innovation nécessaire pour générer plus de croissance et d’emplois. Nous devons accroître notre flexibilité, et non la réduire.

***Un gouvernement actif a un rôle nouveau et essentiel à jouer dans la croissance économique.***

Les sociaux-démocrates modernes ne sont pas des néo-libéraux adeptes du “laissez-faire”. La flexibilité des marchés doit être associée à la conception d’un rôle nouveau pour un gouvernement actif. La première des priorités doit être l’investisse-

**“ La sécurité la plus importante offerte dans la société moderne est l'accès à l'éducation et à la formation, tout au long de la vie. ”**

ment dans les ressources humaines et sociales.

**P**our qu'il soit possible de parvenir à un taux d'emploi élevé et durable, les salariés doivent réagir à la variabilité de la

demande. Nos économies souffrent du décalage considérable qui existe entre les vacances d'emploi qui ne peuvent être pourvues (par exemple dans le domaine des technologies de l'information et de la communication) et la pénurie de candidats ayant les qualifications requises.

**C'**est pourquoi l'éducation ne doit pas être une possibilité qui se présente de façon ponctuelle : la sécurité la plus importante offerte dans la société moderne est l'accès à l'éducation et à la formation et la mise à profit des perspectives qui en découlent et ce, tout au long de la vie. En conséquence, les gouvernements ont la responsabilité de mettre en place un cadre permettant à chacun d'élever son niveau de qualification et d'exploiter ses potentialités. Cela doit désormais constituer une priorité absolue des sociaux-démocrates.

- A tous les échelons de la scolarité et dans toutes les disciplines, le niveau des élèves doit être relevé. S'il y a lieu, il convient de traiter les problèmes ayant trait à l'illettrisme et aux faiblesses en calcul ; sans cela, nous condamnons les personnes non qualifiées à une vie marquée par de faibles revenus, l'insécurité et le chômage.

- Nous voulons que tous les jeunes puissent accéder au monde du travail au moyen d'une formation professionnelle qualifiée. Conjointement avec les employeurs locaux, les syndicats et d'autres partenaires, nous devons veiller à ce que des possibili-

tés suffisantes soient offertes en matière d'éducation et de formation pour répondre aux exigences du marché du travail local. En Allemagne, les responsables politiques soutiennent cette initiative grâce à un programme d'action immédiate pour l'emploi et la formation qui permettra à 100 000 jeunes de trouver un emploi ou un poste en apprentissage, ou encore d'acquérir une qualification. En Grande-Bretagne, le programme de "retour à l'emploi" a déjà permis à 95 000 jeunes de trouver du travail.

- Nous devons réformer le système éducatif postsecondaire et améliorer la qualité : tout en modernisant les programmes d'éducation et de formation pour favoriser la flexibilité et l'employabilité futures, le gouvernement a un rôle spécifique à jouer pour inciter les citoyens à économiser pour supporter les coûts de l'apprentissage tout au long de la vie - et élargir l'accès à ces programmes en encourageant l'enseignement à distance.

- Nous devons faire en sorte que la formation occupe une place majeure dans nos politiques actives du marché du travail destinées aux ménages sans emploi.

**U**ne infrastructure publique moderne et efficace, reposant sur une base scientifique solide, est également une caractéristique essentielle d'une économie génératrice d'emplois. Il importe de s'assurer que la composition des dépenses publiques est orientée vers les activités les plus profitables à la croissance et favorise les changements structurels nécessaires.

***Les sociaux-démocrates modernes devraient être les défenseurs des petites et moyennes entreprises.***

**L**e développement de petites et moyennes entreprises prospères doit constituer une priorité absolue pour les sociaux-démocrates modernes. C'est là que se trouve le plus fort potentiel de



**“Nous devrions faciliter le recrutement pour les petites entreprises, ce qui implique d’alléger la réglementation et de réduire les coûts de main-d’œuvre non salariaux.”**

croissance et de création d’emplois dans le cadre de la société du savoir de demain.

Des personnes de toutes conditions sociales cherchent à devenir des chefs d’entreprise, qu’il s’agisse de travailleurs indépendants de longue date ou depuis peu, d’avocats, d’experts-comptables, de médecins, d’artisans, de consultants d’entreprise ou de personnes travaillant dans les secteurs de la culture et du sport. Ces personnes doivent avoir la possibilité d’élaborer un projet économique et de créer de nouvelles entreprises. Elles doivent être encouragées à prendre des risques. Les contraintes qui pèsent sur elles doivent être allégées. Leurs marchés et leurs ambitions ne doivent pas connaître de frontières.

- Les marchés de capitaux européens devraient être ouverts de façon à permettre à des sociétés et entrepreneurs en pleine expansion d’accéder facilement à un financement. Nous avons l’intention de collaborer pour garantir aux sociétés en période de croissance du secteur de la haute technologie le même accès aux marchés de capitaux que leurs concurrentes aux Etats-Unis ;

- Nous devrions faciliter la création d’entreprises par les particuliers et favoriser la croissance des sociétés nouvellement créées en assouplissant les contraintes administratives, en dispensant les petites entreprises du respect de réglementations lourdes et en élargissant l’accès au financement. Nous devrions faciliter le recrutement en particulier pour les petites entreprises, ce qui implique d’alléger la réglementation et de réduire les coûts de main-d’œuvre non salariaux ;

- Les liens entre les entreprises et les milieux scientifiques devraient être renforcés de façon à faire davantage profiter les

entrepreneurs des retombées de la recherche et à favoriser des regroupements dans le secteur de la haute technologie.

***L’assainissement des finances publiques doit être un objet de fierté pour les sociaux-démocrates.***

Dans le passé, les sociaux-démocrates ont trop souvent été associés à l’idée que le meilleur moyen de promouvoir l’emploi et la croissance était d’augmenter la dette de l’Etat pour financer l’accroissement des dépenses publiques. Nous n’excluons pas la possibilité de recourir au déficit public ; en période de fléchissement de l’activité, il est raisonnable de laisser les stabilisateurs économiques agir. En outre, emprunter pour financer une hausse de l’investissement public, conformément à la Règle d’or, peut être essentiel au renforcement de l’offre.

Néanmoins, le financement du déficit public par l’emprunt ne peut être utilisé pour pallier des faiblesses structurelles de l’économie qui entravent l’augmentation de la croissance et de l’emploi. Les sociaux-démocrates ne doivent pas tolérer un niveau de dette publique trop élevé. Un endettement accru représente une charge qui pèse injustement sur les générations futures et pourrait avoir des effets négatifs en matière de redistribution. Mais surtout, les fonds affectés au service d’une dette publique élevée ne peuvent servir à d’autres priorités, notamment à l’effort d’investissement dans l’éducation, la formation ou les infrastructures de transport.

Du point de vue de la politique de l’offre de la Gauche, il est primordial de réduire, et non d’augmenter, le niveau élevé de l’emprunt public.

**“Nous n’excluons pas la possibilité de recourir au déficit public ; en période de fléchissement de l’activité, il est raisonnable de laisser les stabilisateurs économiques agir .”**

## **IV - Une politique active de l'emploi pour la Gauche**

**L'**Etat doit s'impliquer activement en faveur de l'emploi, et non simplement recueillir passivement les victimes de l'échec économique.

**Les** personnes qui n'ont jamais travaillé ou sont restées sans emploi pendant de longues périodes perdent la qualification nécessaire pour être concurrentielles sur le marché du travail. Le chômage prolongé compromet également sur d'autres plans les chances de réussite dans la vie et rend plus difficile la participation des citoyens dans la société.

**Un** système de protection sociale qui limite la capacité d'un individu à trouver un emploi doit être réformé.

**Les** sociaux-démocrates modernes veulent transformer le filet de sécurité des acquis sociaux en un tremplin vers la responsabilité individuelle.

**Pour** nos sociétés, les impératifs de justice sociale vont au-delà de la répartition des transferts monétaires. Notre objectif est d'élargir l'égalité des chances, sans considération de race, d'âge ou de handicap, de combattre l'exclusion et d'assurer l'égalité entre hommes et femmes.

**Nos** citoyens exigent à bon droit des services publics de qualité et la solidarité pour tous ceux qui ont besoin d'aide - mais aussi l'équité envers ceux qui paient pour ces services. Tous les instruments de la politique sociale doivent améliorer les chances de réussir dans la vie, encourager l'entraide et favoriser la responsabilité individuelle.

**Dans** cet objectif, le système de santé et le système chargé d'assurer la sécurité financière des personnes âgées connaissent actuellement en Allemagne une modernisation complète pour les adapter à la fois à l'évolution en matière d'espérance de vie et aux nouvelles tendances affectant le déroulement de la vie professionnelle pendant la vie entière, sans sacrifier pour autant le principe de solidarité. La même philosophie s'applique à l'introduction de régimes de retraites en participation et à la réforme des allocations d'invalidité en Grande-Bretagne.

**Dans** une économie où il n'existe plus d'emploi à vie, les périodes de chômage doivent devenir une occasion d'améliorer sa qualification professionnelle et de cultiver son développement personnel. Un travail à temps partiel ou un emploi faiblement rémunéré valent mieux que pas de travail du tout parce qu'ils facilitent la transition du chômage vers l'emploi.

**De** nouvelles politiques assurant aux chômeurs des emplois et des formations sont une priorité de la social-démocratie - mais nous attendons également de chacun qu'il saisisse l'occasion qui lui est offerte.

**Toutefois**, il ne suffit pas de fournir aux individus les qualifications professionnelles et les capacités leur permettant de rejoindre le monde du travail. Il faut que le système d'impôts et de prestations sociales garantisse qu'il est de leur intérêt de travailler. Un système d'impôts et de prestations sociales allégé et modernisé est un élément essentiel de la politique active de l'offre sur le marché du travail qui doit être suivie par la Gauche. Nous devons :

- Faire en sorte que le travail paie pour les individus et les familles. La plus grosse part du revenu doit rester dans les poches

de ceux qui l'ont gagné par leur travail.

- Encourager les employeurs à proposer des emplois "d'accès" au marché du travail en diminuant la charge des impôts et charges sociales pour les emplois faiblement rémunérés. Il nous faut explorer le champ des possibilités de réduire la charge des coûts de main-d'œuvre non salariaux par des taxes écologiques.

- Mettre en place des programmes ciblés pour les chômeurs de longue durée et autres personnes démunies afin de leur donner la possibilité de rejoindre le marché du travail sur la base du principe que les droits et les devoirs sont indissociables.

- Examiner tous les bénéficiaires d'aides sociales, y compris les personnes en âge de travailler qui perçoivent des allocations d'invalidité, afin de déterminer leurs possibilités de gagner leur vie et réformer les services publics d'aide à l'emploi afin d'aider ceux qui sont capables de travailler à trouver un emploi approprié.

- Soutenir l'esprit d'entreprise et la création d'entreprises individuelles comme méthode viable pour sortir du chômage. Ces décisions comportent des risques considérables pour ceux qui se hasardent à cette démarche. Nous devons aider ces personnes en gérant leurs risques.

**L**e programme d'action de la Gauche en faveur de l'offre non seulement accélérera les changements structurels mais de surcroît rendra ces changements plus faciles à supporter et à gérer.

**S'**adapter au changement n'a jamais été facile, et le rythme auquel celui-ci intervient ne semble jamais avoir été aussi rapide, essentiellement du fait de l'apparition des nouvelles tech-

nologies. Si, inévitablement, le changement détruit des emplois, il en crée aussi d'autres.

**T**outefois, il peut exister un décalage entre la disparition d'emplois dans un secteur et la création de nouveaux emplois dans d'autres. Quels que puissent être les avantages à long terme pour l'économie et le niveau de vie, certains secteurs et certaines communautés peuvent avoir à en supporter les coûts avant que les bénéfices ne s'en fassent sentir. Il est donc nécessaire que nous concentrons nos efforts sur les moyens de faciliter la solution des problèmes localisés de transition. Plus on résistera au changement, plus il exercera des effets dévastateurs ; et il ne faut pas se leurrer en prétendant qu'il est possible de les ignorer.

**L'**adaptation sera d'autant plus facile que les marchés du travail et des biens fonctionneront mieux. Il est nécessaire de réduire les obstacles à l'emploi dans les secteurs à faible productivité si l'on veut que les salariés éliminés par les gains de productivité qui constituent une partie intégrante du changement structurel puissent trouver un emploi ailleurs. Le marché du travail doit comporter un secteur à faible rémunération pour pouvoir offrir des emplois à faible niveau de qualification. Le système d'impôts et de prestations sociales peut contribuer à reconstituer les faibles ressources procurées par un emploi et permettre en même temps de réaliser des économies sur les allocations d'aide servies aux chômeurs.

**“Plus on résistera au changement, plus il exercera des effets dévastateurs ; et il ne faut pas se leurrer en prétendant qu'il est possible de les ignorer.”**

## **V - «Evaluation comparative des politiques en Europe»**

Le défi qu'il s'agit de relever est la définition et la mise en oeuvre d'une nouvelle politique social-démocrate en Europe. Nous ne prôtons pas un modèle unique pour l'Europe, et encore moins la transformation de l'Union Européenne en un super-Etat. Nous sommes pour l'Europe et pour la réforme en Europe. Nos concitoyens soutiendront les nouvelles avancées vers l'intégration si elle apporte réellement une valeur ajoutée et si ces avancées sont clairement justifiées - comme par exemple une action pour lutter contre la criminalité et la destruction de l'environnement, ou la promotion d'objectifs communs en matière de politique sociale et de l'emploi. Mais en même temps, l'Europe a un besoin urgent de réformes : des institutions plus efficaces et plus transparentes, une réforme des politiques dépassées et une action énergique contre le gaspillage et la fraude.

Nos idées se présentent simplement comme des indications générales et non comme un programme définitivement arrêté. La politique du Nouveau Centre et de la Troisième Voie est déjà une réalité dans de nombreux conseils municipaux, au niveau des réformes de politiques nationales, de la coopération européenne et des nouvelles initiatives internationales.

A cette fin, les gouvernements allemand et britannique ont décidé d'inscrire dans une approche plus large les arrangements conclus entre eux pour procéder à des échanges de vues sur l'évolution de leurs politiques. Nous nous proposons pour ce faire :

- Premièrement, d'organiser une série de réunions ministérielles, accompagnées de fréquents contacts entre les proches collaborateurs des ministres ;

- Deuxièmement, de rechercher la discussion avec les dirigeants politiques d'autres pays européens désireux de faire avancer avec nous les idées modernes de la social-démocratie dans leur contexte national. C'est par là que nous allons commencer dès maintenant ;

- Troisièmement, de mettre en place un réseau d'experts, de spécialistes de la prospective, de forums politiques et de réunions de discussion. Ceci nous permettra d'approfondir et de développer continuellement le concept de Nouveau Centre et de Troisième Voie. C'est là notre priorité.

Le but de cette déclaration est de lancer la modernisation. Nous invitons tous les sociaux-démocrates d'Europe à ne pas laisser passer cette chance historique de renouvellement. La diversité de nos idées est notre plus grand atout pour l'avenir. Nos sociétés attendent de nous que nous combinions nos expériences diverses pour mettre au point un nouveau programme cohérent.

Ensemble, bâtissons le succès de la social-démocratie pour le siècle prochain. Que la politique de la Troisième Voie et du Nouveau Centre soit le nouvel espoir de l'Europe. ❖

**“Nous invitons tous les sociaux-démocrates d'Europe à ne pas laisser passer cette chance historique de renouvellement.”**

---

# Les analyses critiques

# Un Royaume-Uni plus fort en Europe grâce à la «troisième voie»

**Laurent BOUVET**

*Maître de conférences en science politique à l'Université de Lille II et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Rédacteur en chef de la Revue Socialiste.*

*Dernier ouvrage paru : Les enjeux du débat public contemporain (collectif), La Découverte, 1999.*



**S'**il a surpris par le moment de sa publication, le 8 juin 1999, à quelques jours des élections européennes, le texte en forme de programme pour la

social-démocratie européenne cosigné par Tony Blair et Gerhard Schröder (*Europe : The Third Way - Die Neue Mitte*) n'est guère surprenant sur le fond. Il s'inscrit en effet dans l'évolution idéologique et programmatique du Parti travailliste britannique depuis l'accession de Tony Blair à sa direction en 1994, et depuis l'installation de celui-ci à Downing Street en mai 1997. \*

**L**e texte n'a d'ailleurs pas surpris les responsables gouvernementaux français, dans la mesure où, comme le reconnaissait dès le 11 juin Pierre Moscovici dans *Libération*, "le gouvernement de Lionel Jospin

---

(\*) Il ne sera question ici que de la "part britannique" du "Manifeste Blair-Schröder". Pour l'analyse de la "part allemande", voir la contribution de Jacques-Pierre Gougeon. Pour une étude des différences et des similitudes entre le "manifeste Blair-Schröder" et la politique de Lionel Jospin, voir les contributions de Mari-sol Touraine et d'Henri Weber.

ne se sent aucunement 'pris à revers' par cette initiative. Il en a d'ailleurs été avisé précocement, puis tenu régulièrement au courant de son avancement (...) la question de la participation française a même été posée". \* Rien de surprenant donc dans la publica-

(\*) Pierre Moscovici (ministre délégué aux Affaires européennes), "Schröder, Blair et nous", *Libération*, 11 juin 1999. Le texte anglo-allemand publié le 8 juin était préparé depuis de nombreux mois par deux équipes réunies, côté britannique, autour de Peter Mandelson, conseiller et ancien ministre de Tony Blair, et côté allemand par Bodo Hombach, ancien ministre du gouvernement Schröder et principal théoricien de l'idée de "Nouveau Centre" ("Neue Mitte"), notamment à travers son ouvrage *Aufbruch. Die Politik der Neue Mitte*, Econ Verlag, 1998. Si le "manifeste" n'a pas été publié avant, cela semble dû à la guerre au Kosovo d'une part et au fait que Gerhard Schröder n'aurait pu le signer au nom du SPD avant d'en devenir le président (suite au départ d'Oskar Lafontaine).

tion d'un texte programmatique commun par les chefs de gouvernements de deux des principaux pays européens et mondiaux, également chefs de leurs partis respectifs, le New Labour et le SPD.

qu'ils soient journalistes ou responsables politiques. Ce texte apparaissant à travers les commentaires comme une "erreur stratégique" à quelques jours des élections européennes (sur le mode : "Blair et Schröder ont voulu séduire les classes moyennes par un discours de droite... et ils ont échoué") et comme un

**«Ce texte représente une nouvelle étape, essentielle, dans la stratégie menée par Tony Blair pour placer la "troisième voie" au cœur de la doctrine de la gauche européenne pour le XXI<sup>ème</sup> siècle.»**

Serious "coup de canif" à l'unanimité social-démocrate du "Manifeste du Parti des Socialistes européens" signé en mars à Milan — destiné à servir de guide électoral dans la rédaction des programmes nationaux. Erreur confirmée, toujours aux yeux de la grande majorité des commentateurs français,

par les mauvais résultats électoraux des travaillistes britanniques et des sociaux-démocrates allemands, responsables de la perte de la majorité du PSE au Parlement européen.

**A** cette analyse dominante, dans la presse et parmi les responsables politiques français, à gauche notamment, il semble nécessaire, voire indispensable, d'en ajouter une autre. Il s'agit en fait d'apporter un éclairage plus profond sur le texte cosigné par Tony Blair et Gerhard Schröder, et d'éviter ainsi un effet d'optique politique désastreux qui transformerait ce texte, théoriquement très marqué, en simple déclaration pré-électorale, simplement révélatrice du moment, certes mal choisi, de sa publication. \*

**C**e texte représente en effet, du côté britannique en tout cas, une nouvelle étape, essentielle, dans la stratégie d'ensemble menée par Tony Blair et dont le but est de placer le néotravaillisme de la "troisième voie" au cœur de la doctrine de la gauche européenne pour le XXI<sup>ème</sup> siècle. Dans ce sens, le "manifeste Blair-Schröder" s'inscrit dans le cadre d'une action de long terme voulue, pensée et préparée de longue date par Tony Blair et ceux qui, responsables politiques ou intellectuels, l'entourent, le conseillent ou l'inspirent. \* Le texte anglo-allemand mobilise de

(\*) De manière générale, le défaut d'analyse de la "troisième voie" que l'on constate en France, en particulier parmi les responsables politiques, tient avant tout à un désintérêt marqué pour l'évolution des gauches dans les pays anglo-saxons de manière générale, laissées pour "mortes" politiquement et idéologiquement après l'offensive néolibérale des années 1980. Ainsi le néo-travaillisme incarné aujourd'hui par Tony Blair est-il perçu, au mieux, comme un "thatchérisme à visage humain" (voir Philippe Marlière, "Le blairisme, un 'thatchérisme à visage humain' ?", *Les Temps Modernes*, n° 601, octobre-novembre 1998, p.133-151). Ce n'est pas le lieu ici de tenter d'expliquer ce "défaut d'analyse", il convient simplement de noter qu'une meilleure compréhension des enjeux de la "troisième voie" pour la social-démocratie européenne ne peut naître que d'une observation attentive de ce qui se passe aujourd'hui au Royaume-Uni et plus généralement dans les gauches anglo-saxonnes, et non de jugements plus ou moins définitifs rendus *a priori*.

(\*) On citera, parmi les plus importants, Anthony Giddens, directeur de la London School of Economics et intellectuel patenté de la "troisième voie", souvent présenté comme le "gourou" de Tony Blair, Peter Mandelson, inspirateur de la stratégie politique de Tony Blair.

(\*) Parmi les publications récentes, en français, qui font état de la stratégie offensive de Blair, on signalera l'ouvrage de John Crowley, *Sans épines, la rose*, La Découverte, 1999 ainsi que le numéro de mars-avril 1999 de la revue *Esprit* consacré à "l'idée de réforme" et le numéro 1, printemps 1999, de la *Revue Socialiste* consacré au "socialisme européen" contemporain.

nombreux aspects qu'il serait vain de vouloir tous aborder ici. \* On en retiendra deux qui paraissent essentiels, et qui semblent pourtant avoir été souvent négligés par les analystes et les critiques de ce côté-ci de la Manche. Ils renvoient à l'inscription dans une stratégie de long terme de l'action de Tony Blair. Le texte Blair-Schröder peut être lu en effet à la fois comme une nouvelle occasion de réaffirmer les principes fondateurs de la démarche blairiste inspirée par le libéralisme et comme un nouveau pas franchi dans la campagne d'affirmation du rôle du Royaume-Uni en Europe grâce à l'utilisation de la "troisième voie" comme vecteur politique.

### **Le libéralisme au cœur du blairisme**

**P**our ce qui concerne le premier point, et sans refaire ici une généalogie de l'inspiration philosophique et idéologique blairiste, \* il convient simplement de

préciser que le texte Blair-Schröder représente une nouvelle preuve de la faiblesse des explications "fonctionnalistes" du caractère dynamique du blairisme ou du néo-travaillisme. Ce type d'explications, souvent avancées de ce côté-ci de la Manche, réduisent le phénomène blairiste à une double spécificité : celle du mode de scrutin britannique pour les élections législatives d'une part (majoritaire à un

(\*) On renverra sur ce point aux quelques tentatives d'analyse de la doctrine blairiste d'ores et déjà disponibles en français. Outre l'ouvrage de John Crowley, l'article de Philippe Marlière et les numéros d'*Esprit* et de la *Revue Socialiste* précités, on signalera que la traduction de l'ouvrage d'Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, 1998 et de la brochure de Tony Blair, *The Third Way. New Politics for the New Century*, Fabian Society, 1998 sera publiée prochainement (mars 2000) en un volume aux Éditions du Seuil. On renverra aussi à deux autres articles qui permettent de comprendre le contexte dans lequel est intervenu la "révolution blairiste" : Philippe Marlière, "Le 'London Consensus', à propos d'Anthony Giddens et de la 'Troisième voie'", *Mouvements* n° 3, mars-avril 1999 et Laurent Bouvet, "Tony Blair est-il exportable ?", *Politique étrangère*, n° 80, été 1998.

tour, impliquant une forte bipolarisation et excluant des majorités de coalition), et celle des dix-huit années de thatchérisme d'autre part. Ce type d'explication a un défaut : il tend à masquer l'importance du défi théorique et pratique lancé par le blairisme à la social-démocratie européenne. Spécificité du mode de scrutin et héritage thatchérien sont, bien entendu, des facteurs déterminants du blairisme, qui expliquent pour une bonne part "l'irréductibilité" de l'exemple britannique, mais ils sont insuffisants pour éclairer la force idéologique du blairisme et la fascination qu'exerce l'idée de "troisième voie" sur la social-démocratie européenne. Il faut chercher plus loin, en s'intéressant, notamment, à la manière dont le libéralisme est utilisé comme moyen de rénover le travaillisme, mouvement dont témoigne, une fois de plus, le texte cosigné par Blair et Schröder.

**«Le texte Blair -Schröder représente une nouvelle preuve de la faiblesse des explications "fonctionnalistes" du caractère dynamique du blairisme ou du néo-travaillisme.»**

**L'**inspiration libérale du texte n'est pas le résultat d'une ultime conversion des néo-travaillistes au libéralisme thatchérien, qui aurait été conduite par un Tony Blair faisant figure de réincarnation politique de Margaret Thatcher. Le libéralisme, et c'est bien là ce qui est le plus difficile à comprendre en France, fait partie intégrante de la tradition progressiste britannique \*. Il s'agit d'une donnée essentielle si l'on veut comprendre le sens du combat du Premier ministre britannique lorsqu'il appelle à un

(\*) Pour comprendre la force de la tradition progressiste libérale britannique dont les tenants militaient au tournant du siècle pour les droits sociaux et un État interventionniste notamment, on renverra à l'œuvre d'un de ses plus célèbres représentants : Leonard T. Hobhouse (voir notamment la collection d'essais : *Liberalism and other Writings*, Cambridge University Press, 1994).



(\*) Tony Blair déclarait en 1997 lors du congrès du Parti travailliste : "La division des radicaux (c'est-à-dire des progressistes entre libéraux et travaillistes) il y a une centaine d'années a conduit à la domination du Parti conservateur au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Je veux que le XXI<sup>ème</sup> siècle soit celui des radicaux". Le lecteur curieux pourra se reporter, concernant ce sujet, à l'article de Samuel H. Beer, "The Roots of New Labour. Liberalism rediscovered", *The Economist*, 7 février 1998, p. 23-25.

renouveau du "radicalisme" - sous la forme d'un "centre radical". Son ambition politique est de réconcilier tradition socialiste et tradition libérale qui n'auraient jamais dû être séparées, selon lui, dans la doctrine travailliste. \* Cette idée trouve sa traduction dans la "troisième voie" blairiste, et dans le texte Blair-Schröder, sous la forme d'une double condamnation : celle du "vieux socialisme" (keynésianisme, économie mixte, domination de l'Etat sur la société civile, Etat-providence "du berceau à la tombe", égalitarisme...) et celle du capitalisme néo-libéral de "l'ère Thatcher" (Etat minimal, économie de marché dérégulée, assistance sociale réduite, politique de l'offre favorisant "l'entrepreneur"...). Mais il faut immédiatement noter que cette double condamnation n'est pas symétrique, la

(\*) Voir l'entretien accordé par Lionel Jospin à la *Revue Socialiste*, précitée, p. 32-48.

"troisième voie" de Blair se présente comme une tentative, située délibérément à gauche, de rénover une social-démocratie elle-même déjà fortement "réformiste", qu'il s'agisse de la version "Bad-Godesberg" du SPD, de la fin des années 1950 à Gerhard Schröder aujourd'hui, ou des "utopies réalistes" citées de Lionel Jospin. \* Ainsi explique-t-il dans sa brochure de 1998, *The Third Way* : "La troisième voie est également une troisième voie au sein de la gauche. Le débat au sein de la gauche a été dominé par deux positions peu satisfaisantes. La

**«Le libéralisme fait partie intégrante de la tradition progressiste britannique. L'ambition politique de T. Blair est de réconcilier tradition socialiste et tradition libérale qui n'auraient jamais dû être séparées dans la doctrine travailliste.»**

«troisième voie» de Blair se présente comme une tentative, située délibérément à gauche, de rénover une social-démocratie elle-même déjà fortement "réformiste", qu'il s'agisse de la version "Bad-Godesberg" du SPD, de la fin des années 1950 à Gerhard Schröder aujourd'hui, ou des "utopies réalistes" citées de Lionel Jospin. \* Ainsi explique-t-il dans sa brochure de 1998, *The Third Way* : "La troisième voie est également une troisième voie au sein de la gauche. Le débat au sein de la gauche a été dominé par deux positions peu satisfaisantes. La

*gauche fondamentaliste considérait les nationalisations et le contrôle étatique comme des fins en soi, confinant à toute proposition politique un caractère idéologique (...). Alors que les Réformistes essayaient périodiquement de changer le programme avec un succès limité. La troisième voie est une réévaluation sérieuse de la social-démocratie, profondément ancrée dans les valeurs de la Gauche afin de développer des approches radicalement nouvelles.\**

Pétition de principe qui inspire l'introduction du texte cosigné avec Gerhard Schröder.

(\*) T. Blair, *The Third Way, New Politics for the New Century*, op. cit.

On peut donc avancer que le libéralisme, aux yeux de Tony Blair, n'est pas un emprunt de circonstance plus ou moins destiné à satisfaire les classes moyennes, mais plutôt le double résultat, d'une part d'un pragmatisme qui le fait apparaître comme le fond d'un paysage national et mondial dans lequel la politique de son gouvernement prend place, à un moment particulier et dans des conditions particulières (post-thatchérisme, mondialisation accélérée, flexibilisation du marché du travail, révolution technologique...) \*, et d'autre part d'une conviction théorique : le libéralisme fait partie intégrante du progressisme de gauche auquel est liée la doctrine travailliste originale (responsabilité, égalité des chances, justice sociale...)\*. Le texte commun Blair-Schröder témoigne, du côté britannique du moins, de cette alliance entre pragmatisme et conviction théorique forte qui caractérise "méthodologiquement" le blairis-

(\*) Pour mieux comprendre la manière dont la "troisième voie" représente une réponse spécifique aux défis politiques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux contemporains, voir A. Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, op. cit., en particulier le chapitre 2 "Five Dilemmas", p. 27 sq.

(\*) Voir sur ce point la manière dont T. Blair défend les "valeurs" fondamentales qui constituent le socle de son credo politique, dans *The Third Way, New Politics for the New Century*, op. cit., p. 3-4.

## “Britain in Europe” ou “troisième voie” pour l’Europe ?

Au-delà de la querelle sur le degré supposé de libéralisme qu’il contient, un second aspect du manifeste anglo-allemand doit être pris en considération. Il concerne la réaffirmation du rôle du Royaume-Uni en Europe. La coïncidence entre la présentation de leur texte commun par Tony Blair et Gerhard Schröder et le lancement d’une grande campagne nationale au Royaume-Uni sur le thème “*Britain in Europe*” est un événement passé quasi-inaperçu en France. Il révèle pourtant le caractère hautement stratégique de la démarche blairiste. Tony Blair a en effet annoncé, peu après la publication du texte commun avec Schröder, qu’il soutenait officiellement la “campagne indépendante”, menée par des chefs d’entreprise, des hommes politiques, des syndicalistes... favorables à l’entrée

(\*) Le document de présentation de la campagne précise qu’il s’agit de donner à chaque citoyen britannique les moyens de faire son choix lors du référendum sur l’entrée dans l’euro, en lui présentant les arguments en faveur du “oui” au référendum, particulièrement pour le monde des affaires. Voir “*Britain in Europe*”, document officiel de la campagne, 1999. On notera d’ailleurs que le lancement de la campagne et le ralliement du Premier ministre ont eu beaucoup plus d’écho dans la presse britannique que la présentation du texte Blair-Schröder.

trée du Royaume-Uni dans l’euro.  
\* Cette annonce, au-delà de l’engagement clair en faveur de l’euro qu’elle implique de la part du Premier ministre britannique dont l’électorat est largement composé par les pro-euro, témoigne de la stratégie de réaffirmation du rôle de la Grande-Bretagne en Europe

qui est un des axes essentiels de sa politique, et dont le combat en faveur de la “troisième voie” représente la pointe avancée. Cet activisme proeuropéen est perceptible à travers un certain nombre de moyens mis en œuvre par Tony Blair, au premier rang des-

quels figure à la fois la mise en place d’un véritable réseau intellectuel chargé de la diffusion des idées de la “troisième voie” et le lancement d’opérations bilatérales spectaculaires particulièrement médiatisées - perspective dans laquelle s’inscrit la publication du texte avec Gerhard Schröder. \*

(\*) La volonté de promouvoir l’idée d’un leadership européen du Royaume-Uni nécessite de passer des alliances, de tisser des liens avec tout ce que “l’Europe rose” compte de “modernistes”. Le “nouveau centre” de Gerhard Schröder représentant à ce titre le meilleur interlocuteur possible, notamment si on considère la perspective de déstabilisation du “couple franco-allemand”.

Depuis son arrivée au pouvoir, de nombreux *think tanks* proches de Tony Blair tentent de promouvoir l’idée d’un “retour” de la Grande-Bretagne en Europe et du caractère nécessaire de son *leadership* dans l’Union européenne sur la base de la “troisième voie”.  
\* Au-delà d’un travail de publication important bien relayé par la presse britannique pro-européenne, notamment *The Guardian* et *The Observer*, le gouvernement soutient la mise en place d’un véritable réseau informel européen de promotion de la politique blairiste, le “New Policy Network” (émanation du nouveau “Foreign Policy Centre” créé cette année et qui a pour parrains Tony Blair et Robin Cook, le ministre des affaires étrangères britannique), financé par les grandes firmes britanniques favorables à l’entrée du Royaume-Uni dans l’euro et visant à établir des têtes de ponts sur le continent tout en fédérant les initiatives britan-

(\*) Outre qu’il s’agissait du thème dominant de la communication autour de la présidence britannique de l’Union au premier semestre 1998, on citera ici quelques-unes des brochures issues de *think tanks* blairistes et largement diffusées au Royaume-Uni afin de promouvoir l’idée d’une Grande-Bretagne “phare” de l’Europe : Mark Leonard, *Rediscovering Europe*, Demos, 1998; Charles Grant, *Can Britain lead in Europe ?*, Centre for European Reform (CER), 1998 ; Lionel Barber, *Britain and the New European Agenda*, CER, 1998.

**« Cette annonce témoigne de la stratégie de réaffirmation du rôle de la Grande-Bretagne en Europe qui est un des axes essentiels de sa politique, et dont le combat en faveur de la “troisième voie” représente la pointe avancée. »**

niques. La mise en place de ce réseau de diffusion de la pensée blairiste et des idées britanniques sur l'Europe est suivie de près par David Milliband, principal conseiller politique de Tony Blair et responsable de la fameuse "Policy Unit" de Downing Street. On peut ainsi voir apparaître en filigrane de cette offensive "politico-intellectuelle" le lien étroit qui existe entre d'une part la réaffirmation globale du rôle de Londres en Europe - le rôle moteur joué par la Grande-Bretagne dans le conflit du Kosovo et dans la KFOR aujourd'hui est un signe supplémentaire de cette volon-

(\*) Qu'il suffise ici de rappeler l'offensive de Tony Blair en février 1998 en faveur de la constitution d'une "Internationale démocrate" qui aurait vocation à remplacer l'Internationale socialiste en s'élargissant à des partis "démocrates" et de centre-gauche, ou encore le colloque de New York durant l'été 1998 qui a réuni autour de Bill Clinton et Tony Blair, Romano Prodi ainsi que les présidents brésilien et bulgare pour "parler" de la mise en place d'une Internationale de la "troisième voie". Si ces initiatives ont eu peu de succès pour le moment, l'offensive européenne de Tony Blair montre qu'il a compris qu'il fallait commencer par le continent avant de s'attaquer au monde. On peut d'ailleurs, sans beaucoup de risque de se tromper, avancer qu'il saisira la prochaine occasion symbolique pour avancer d'une case supplémentaire. Le Congrès de l'Internationale socialiste de novembre 1999 à Paris pourrait fournir cette occasion.

té d'engagement européen - et d'autre part la volonté de promouvoir le modèle de la "troisième voie" comme nouveau paradigme de la social-démocratie européenne, voire mondiale. \*

**Le lancement d'un certain nombre de contacts bilatéraux témoigne également de cette véritable stratégie de "conquête de l'Europe". On peut y lire la volonté de Tony Blair de s'immiscer dans les différents débats européens en jouant des divisions potentielles ou avérées de ses partenaires. Le texte à caractère économique et social cosigné avec Gerhard Schröder rentre incontestablement dans cette stratégie de portée générale - le caractère inter-gouvernemental en même temps qu'inter-parti donné à sa présentation par les deux chefs de gouvernement, qui sont aussi chefs de partis, en témoigne. Cette opération bilatérale de bout en bout, même si Lionel**

Jospin a été sollicité pour cosigner un texte qu'il pouvait, de toute évidence, difficilement accepter, s'inscrit dans une suite d'initiatives du même type, concernant des sujets au cœur du débat européen ; ainsi la "déclaration de Saint-Malo" sur la nécessité d'une défense européenne commune à la suite du sommet franco-britannique de décembre 1998 ou encore l'initiative prise conjointement au début de l'année par Tony Blair et José-Maria Aznar sur une "Europe sociale" à vocation libérale. Ce type d'initiative montre également que Tony Blair se sent plus à l'aise dans les relations bilatérales sur des sujets précis (défense avec la France, questions sociales avec l'Espagne et modèle socio-économique avec l'Allemagne) \* que dans la conduite des affaires de l'Union comme l'a montré le bilan mitigé de la présidence britannique de l'Union en 1998.



**Les partis sociaux-démocrates européens et les gouvernements qu'ils dirigent, soit aujourd'hui onze sur quinze dans l'Union européenne, sont en mesure de saisir l'importance de la stratégie d'ensemble engagée par Tony Blair. Les idées qu'il défend sous le label de la "troisième voie" servent en effet, à ses yeux, de modèle pour l'Europe. C'est le sens profond du manifeste qu'il a signé avec Gerhard Schröder, c'est le cœur de l'action de Tony Blair : un Royaume-Uni plus fort en Europe grâce à la "troisième voie".»**

(\*) Le rapprochement récent entre les places boursières de Francfort et de Londres témoigne d'un intérêt réciproque de l'Allemagne et du Royaume-Uni dans le développement d'un modèle économique et financier commun dont les caractéristiques sont plus proches du modèle d'économie financière anglo-saxon que des modèles du "capitaliste rhénan" ou de "l'économie sociale de marché" allemands.

ce à la “troisième voie”.

Il s’agit là d’un défi essentiel pour l’avenir immédiat de la social-démocratie européenne. Des choix importants doivent en effet être faits dans les pro-

chaines années — au niveau national et au niveau européen — en matière de “gouvernement des politiques économiques”, \* de

reformatage de l’Etat-providence, de réforme des systèmes de retraite ou encore de politique fiscale. Ce sont quelques-uns des sujets sur lesquels le texte anglo-allemand se prononce nettement. Les choix qui seront fait résulteront du rapport de force qui est en train de s’instaurer au sein de la famille sociale-démocrate européenne. Au-delà, ils conditionneront l’originalité, la fiabilité et la force du “modèle européen” et son éventuelle capacité à apparaître comme un modèle alternatif à celui que proposent les Etats-Unis dans le cadre d’une mondialisation qu’ils dominent largement.

Au premier rang des pays et des partis qui peuvent peser sur ces choix, se trouve la France et particulièrement le Parti socialiste, en tant qu’acteur principal de la “majorité plurielle” réunie autour de Lionel Jospin. La réaction au texte Blair-Schröder a permis

de marquer une différence de sensibilité politique qui n’est pas qu’une rhétorique destinée à l’apai-

sement des susceptibilités des partenaires de la “majorité plurielle”. Il y a bien des différences d’approche sur le fond, \* en dépit des politiques menées qui sont

pour une grande part convergentes, et d’un but ultime qui reste le même pour tous ; un but résumé par la formule de Lionel Jospin, reprise par Tony Blair et Gerhard Schröder : “oui à l’économie de marché, non à la société de marché”.

Dans la période qui s’ouvre, le travail de précision de la “différence jospinienne” et du “modèle européen” que peut proposer le Parti socialiste français devra donc être approfondi. Tout particulièrement si, comme cela semble être le cas, le PS et le gouvernement de Lionel Jospin ne souhaitent pas que le “modèle européen” se résume, trait pour trait, à celui qui est décrit dans le texte Blair-Schröder. Cet effort de précision implique, notamment, que le Parti socialiste n’abandonne pas des pans entiers du projet de société qu’il entend défendre à ses alliés de la “majorité plurielle” selon un principe de “spécialisation” qui voudrait que le Parti communiste se charge des revendications de justice sociale, les Verts des questions d’environnement et de qualité de la vie, quand ce n’est pas des avancées sur les questions dites “de société”, et le Mouvement des citoyens ou le Parti radical de gauche de la défense des valeurs et des idéaux républicains.

S’il ne fallait retenir qu’une leçon du savoir-faire blairiste, on pourrait se contenter de la capacité étendue dont témoigne le Premier ministre britannique à se saisir de l’ensemble des questions et des débats

**«Il y a bien des différences d’approche sur le fond, en dépit des politiques menées qui sont pour une grande part convergentes, et d’un but ultime qui reste le même pour tous : “oui à l’économie de marché, non à la société de marché”.»**

(\*) A ce titre, les résultats du récent sommet de Cologne, en juin 1999, ont montré que l’option moins interventionniste défendue par l’axe Blair-Schröder dominait le rapport de force européen.

(\*) Voir l’article précité de Pierre Moscovici dans *Libération*, et l’entretien qu’il a donné au *Nouvel Observateur* du 24-30 juin 1999, “Moscovici : non à Tony Blair !”.



# Légitimer le «nouveau centre» en Allemagne

**Jacques-Pierre  
GOUGEON**

*Professeur des  
Universités, Consultant  
au Ministère des Affaires  
étrangères. Auteur de  
L'Allemagne dans les  
relations internationales  
(Colin, 1998), Où va l'Allemagne ?  
(Flammarion, 1997) et La Social-démocratie  
allemande : 1830-1996 (Aubier, 1996)*



La publication, le 8 juin 1999 à Londres, du manifeste Blair - Schröder intitulé "La voie en avant pour les sociaux-démocrates européens" a sus-

cité en Allemagne un vaste débat, et pas seulement au sein du Parti social-démocrate (SPD). Au-delà des développements dans les médias, le texte a même été au centre d'une partie des débats parlementaires à l'occasion de la présentation par le chancelier de la réunion du sommet du G7/G8. Dans *Der Spiegel* du 5 juillet 1999, le président du parlement fédéral, Wolfgang Thierse, Vice-président du SPD et, par ailleurs, président de sa commission du programme, reconnaît que le document "lance des pistes", mais affirme aussitôt : "Celui qui défend de nouvelles idées doit apporter la preuve de leur pertinence et veiller à ce qu'elles soient en accord avec les valeurs fondamen-

tales du parti... Une des faiblesses du document provient du fait qu'il analyse trop peu la situation économique et sociale".

**D**ans le cas allemand, le manifeste Blair-Schröder doit être mis en relation avec plusieurs éléments. Bien sûr, les mauvais sondages pour le SPD à la veille des élections européennes du 13 juin 1999 ont pu inciter le chancelier - du moins en ce qui concerne la date de publication - à reprendre l'initiative, mais - et c'est ce qui importe pour notre propos - la teneur du document est révélatrice à la fois d'une interrogation quant à la légitimité du "Nouveau centre" et d'une évolution capitale de la pensée économique de Gerhard Schröder qui s'est particulièrement manifestée à l'occasion de l'exercice par l'Allemagne de la présidence de l'Union européenne au premier semestre 1999. Le débat sur

l'identité social-démocrate s'en trouve relancée comme le montre l'ouvrage de Thomas Meyer *La transformation de la social-démocratie*.\*

(\*) MEYER, Thomas, *Die Transformation der Sozialdemokratie. Eine Partei auf dem Weg ins 21. Jahrhundert (La transformation de la social-démocratie. Un parti à l'entree du XXI<sup>e</sup> siècle)*, Bonn, Dietz, 1998.

### **Légitimer le "Nouveau centre"**

**L**e "Nouveau centre" (*Neue Mitte*), mot d'ordre du candidat à la Chancellerie Gerhard Schröder pendant sa campagne et slogan du Chancelier élu, a, à la fois gêné la droite allemande, qui pensait compter les couches moyennes parmi son électorat, et irrité une partie du SPD soucieuse des réactions de l'électorat social-démocrate traditionnel et pressentant là une dérive encore non avouée vers le "social-libéralisme". L'analyse détaillée des résultats des élections

fédérales du 27 septembre 1998 montre que Gerhard Schröder est parvenu à mobiliser l'électorat social-démocrate traditionnel puisque 49% des ouvriers ont voté pour le SPD contre 29% pour la CDU, tout en gagnant les faveurs des représentants des couches moyennes. En effet, 42% des employés ont voté pour le SPD contre seulement 29% pour la CDU. Ce concept de "nouveau centre", assez flou pour permettre plusieurs interprétations, est censé regrouper tous les créateurs, de l'ouvrier spécialisé au grand chercheur. Dans son discours au congrès du SPD à Hanovre, tenu du 2 au 4 décembre 1997, Gerhard Schröder a tenté d'en définir les contours en insistant sur la nécessité d'une coopération entre les différentes catégories professionnelles créatrices de richesses :

*"Je le sens clairement, des alliances nouvelles existent. Un sentiment d'appartenance commune lie les chefs d'entreprise, les salariés et les ouvriers qui, par leurs performances, gagnent leur vie tout en servant l'intérêt général... Je veux voir parmi nous les individualistes à l'esprit solidaire, les pragmatiques avec des visions, ceux qui agissent, les chefs d'entreprise qui considèrent comme contraire à l'esprit de notre temps le fait de ne connaître ni le pays ni les gens avec lesquels ils travaillent, les ouvriers et les artisans fiers de leurs réalisations".*

**C**e nouveau centre constitue le socle à partir duquel les réformes peuvent être engagées. On note l'objec-

**«Le "Nouveau centre", mot d'ordre pendant la campagne et slogan du Chancelier élu, a irrité une partie du SPD soucieuse des réactions de l'électorat social-démocrate traditionnel et pressentant là une dérive non avouée vers le "social-libéralisme".»**

**«Ce nouveau centre constitue le socle à partir duquel les réformes peuvent être engagées et la volonté de situer l'action politique et réformatrice sous un autre angle que celui, traditionnel, de la droite et de la gauche.»**

tif de dépasser les clivages sociaux traditionnels pour susciter l'adhésion à la réforme placée sous le signe de l'innovation et de l'égalité des chances. De cette présentation découle l'idée que les réformes, notamment lorsqu'elles concernent le domaine social et l'évolution de la société, ne sauraient être

conduites sans un large consensus. Il en résulte la volonté de situer l'action politique et réformatrice sous un autre angle que celui, traditionnel, de la droite et de la gauche, notions qui ne représenteraient plus grand chose. Dans son ouvrage intitulé *L'Élan. La politique du nouveau centre*, Bodo Hombach, quelques mois ministre à la chancellerie, annonce et prône ainsi "la rencontre historique entre le vrai libéralisme

(\*) HOMBACH, Bodo, *Der Aufbruch. Die Politik der neuen Mitte (L'Élan. La politique du nouveau centre)*, Düsseldorf, Econ, 1998, p. 10 et 11.

et la social-démocratie",\* et constate : "La rénovation du modèle politique social-démocrate au-delà

*des catégories droite-gauche est une tendance internationale qui tient depuis longtemps compte des réalités existantes". \**

(\*) *ibidem*, p. 62.

**O**r, la difficulté pour Gerhard Schröder et le parti social-démocrate réside dans le fait qu'ils ne parviennent pas à constituer politiquement ce "nouveau centre", encore non identifié, certes proclamé à l'occasion d'une élection favorisant d'ailleurs davantage un changement de génération et de mode de représentation de l'Allemagne que de tournant idéologique, mais qui a éclaté dès les échéances électorales suivantes, tant les intérêts divergent sur des sujets com-

me la réforme des retraites, la réforme du code de la nationalité, seulement partiellement adoptée, l'abandon du nucléaire, défendu par les Verts et l'électorat post-matérialiste mais craint par une

**«Le manifeste Blair -Schröder n'est qu'un élément du dispositif, mais il exprime la lame de fond de l'évolution vers un "social-libéralisme".»**

large partie du monde ouvrier inquiet des retombées sur l'emploi. Gerhard Schröder tente donc de donner corps à "cette majorité au centre" en mettant davantage l'accent sur les concepts de liberté et de responsabilité individuelle, présentés comme les clés de l'innovation, que sur les idées de solidarité et de redistribution. Cette évolution vers ce que l'on peut appeler un "social-libéralisme" est censée cristalliser politiquement et électoralement le nouveau centre. Les références courantes de Gerhard Schröder à Ludwig Erhard, successeur chrétien-démocrate du chancelier Adenauer en 1963 et père fondateur - si ce n'est intellectuellement, du moins politiquement - de l'économie sociale de marché, illustrent cette évolution.

**M**ais cette démarche ne peut réussir que si elle passe par la définition d'une politique économique en adéquation avec les principes retenus. C'est ce que tente Gerhard Schröder. Le manifeste Blair-Schröder n'est qu'un élément du dispositif, mais il exprime la lame de fond de l'évolution en cours.

### **Le revirement dans le domaine de la politique économique européenne**

**A** l'occasion de sa prise de fonction, le chancelier Gerhard Schröder a beaucoup insisté, à la grande satis-

**«Gerhard Schröder, à l'occasion de sa prise de fonction, a beaucoup insisté, sur sa volonté de placer le thème de l'emploi, la politique sociale, au coeur de la politique européenne, et l'idée d'une coordination des politiques économiques.»**

faction de ses collègues sociaux-démocrates européens, notamment en France et en Autriche, sur sa volonté de placer le thème de l'emploi, et plus généralement celui de la politique sociale, au coeur de la politique européenne, reprenant à cet effet l'idée d'une coordination des politiques économiques.

**D**ans sa première déclaration gouvernementale du 10 novembre 1998, il a précisé que le nouveau gouvernement allemand souhaitait, contrairement au précédent, que l'emploi puisse ne pas seulement être traité au niveau national mais également à l'échelon européen. Schröder plaidait alors en faveur d'un pacte européen pour l'emploi et déclarait que "la lutte contre le chômage peut avec ce gouvernement être enfin traitée comme une question européenne... Un pacte européen pour l'emploi est notre objectif. Il doit comporter des objectifs précis engageant les États et visant à supprimer le chômage des jeunes et le chômage de longue durée".\*

(\*) Office de presse et d'information du gouvernement fédéral, Bulletin 74, 11 novembre 1998, p. 907.

**O**utre les problèmes propres à l'Allemagne, comme le coût du travail, cela revient à situer dans la perspective européenne des sujets aussi importants que l'harmonisation des politiques économiques, l'harmonisation fiscale, la lutte contre le dumping social. Incontestablement, cela débouche sur un certain volontarisme européen que certains n'attendaient pas du côté allemand. Devant les représentants du syndicat IG Metall, Gerhard Schröder réaffirme, le 29

novembre 1998, l'idée que "l'Europe doit être beaucoup plus qu'un marché" et surtout que la lutte contre le chômage implique la mobilisation de ressources financières : "Pour la première fois, nous avons en Europe une situation qui nous permet d'envisager de voir au centre de la politique européenne la politique de l'emploi, non pas en remplacement des mesures nationales mais comme leur judicieux complément. Qu'est-ce qui nous empêche d'orienter les ressources européennes vers des projets de recherche et de développement européens ? Qu'est-ce qui nous empêche de traduire dans les faits les propositions sur les réseaux transeuropéens visant à créer du travail et à améliorer les moyens de communication?".\*

(\*) ibidem.

**A** la fin de l'année 1998, Gerhard Schröder défendait donc une ligne volontariste en matière de politique économique européenne, n'hésitant pas à soutenir, sans remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne ( BCE), que la politique des taux d'intérêts relevait aussi de considérations politiques et à défendre, dans sa déclaration gouvernementale du 10 décembre 1998, l'idée d'une organisation des marchés financiers, à la veille donc de l'exercice par l'Allemagne de la présidence du G7/G8 : "Nous devons travailler avec nos partenaires européens et américains à une architecture financière qui, une fois mise en place, devrait contribuer à empêcher que des économies nationales soient entièrement ruinées par des spéculateurs, la facture étant ensuite réglée par les contribuables, par les petites gens".

**«Devant les représentants du syndicat IG Metall, Gerhard Schröder réaffirme l'idée que "l'Europe doit être beaucoup plus qu'un marché".»**



**T**ant sur les politiques monétaire et budgétaire que sur la politique de change, les dirigeants allemands multiplient à l'époque les déclarations en faveur d'un nouveau dosage des priorités macro-économiques. Certes, des approches différenciées existent alors au sein de la coalition gouvernementale entre par exemple

---

(\*) Oskar Lafontaine, présidait le parti social-démocrate allemand (SPD) depuis 1995 et incarnait une tradition économique de gauche redistributive -néokeynésienne-, proche des syndicats. Ministre des finances du gouvernement de G. Schröder, il a démissionné jeudi 11 mars 1999 de son poste de ministre et de président du SPD.

le bras droit d'Oskar Lafontaine \*, Heiner Flassbeck, déclarant au *Herald Tribune* du 10 novembre 1998 que "si nous ne sommes pas autorisés à utiliser l'arme monétaire, la conclusion logique est que

nous devons avoir une nouvelle approche de notre politique budgétaire" et Gerhard Schröder annonçant devant le parlement fédéral "une politique de consolidation budgétaire déterminée". Si les méthodes et l'ampleur des mesures peuvent diverger, la philosophie économique des protagonistes a au moins un socle commun : constatant que l'inflation atteint des niveaux historiquement bas, que les perspectives de croissance tant de l'Allemagne que de la zone euro sont peu satisfaisantes, les dirigeants allemands sont prêts à adopter une démarche moins "orthodoxe" pour soutenir la croissance.

**C**ette réalité a rendu possible ce qui, il y a encore quelque temps, aurait été impensable pour un sommet européen : lors de la réunion informelle de Pörtschach en Autriche des chefs d'État et de gouvernement, les Quinze ont appelé de leurs vœux une baisse des taux d'intérêts européens susceptible de soutenir la croissance. Les banques centrales espagnole et portugaise ont, le 3 novembre 1998, effectivement

ramené leur taux directeur respectif à 3,50 et 3,75% entraînant la Suède dans leur mouvement. Même au sein de la Bundesbank, cette analyse a fait des émules puisque Hans-Jürgen Krupp, membre du directoire, s'appuyant sur l'article 105 du traité de Maastricht, a déclaré, le 4 novembre 1998, au quotidien *Die Welt*: "La politique monétaire a pour fonction de soutenir la politique économique du gouvernement fédéral et de l'Union européenne. La politique monétaire, si elle ne compromet pas la stabilité des prix, doit donc contribuer à résoudre les problèmes de l'emploi".

**Au** cours du premier semestre 1999, au moment où l'Allemagne exerçait la présidence de l'Union européenne, alors qu'Oskar Lafontaine avait démissionné de ses fonctions de ministre des Finances et de président du parti social-démocrate (SPD), Gerhard Schröder et son entourage, aidés en cela par le nouveau ministre des Finances, Hans Eichel, se sont acheminés vers la défense d'une politique économique de nature "social-libérale", moins soucieuse d'organisation et de structuration que de liberté du marché et de baisse de la fiscalité sur les entreprises.

**L**a marque de cette évolution sera la publication, le 8 juin 1999, du texte commun Blair-Schröder dont le sous-titre, dans la version anglaise comme dans la version allemande est le fruit d'une juxtaposition : *Europe : La troisième voie. Le nouveau centre. Le*

**«Gerhard Schröder et son entourage se sont acheminés vers la défense d'une politique économique de nature "social-libérale", moins soucieuse d'organisation et de structuration que de liberté du marché et de baisse de la fiscalité sur les entreprises.»**

**«La ligne social-libérale a pour objectif de réaliser “une synthèse entre les principes du libéralisme et les valeurs fondamentales de la social-démocratie” où l’État serait le “siège central d’une entreprise qui inter viendrait moins pour diriger que pour faciliter au maximum, par des adaptations organisationnelles, la productivité économique et sociale de chaque individu”.»**

synthèse entre les principes du libéralisme et les valeurs fondamentales de la social-démocratie”. La “politique de l’offre de gauche” repose sur une rénovation de l’économie sociale de marché avec comme priorités une baisse de la pression fiscale pour les entreprises et les revenus moyens, une réforme de l’État providence et une plus grande reconnaissance de la responsabilité individuelle. Dans cette perspective, l’État conserve certes un rôle de régulateur, mais il ne doit pas être une entrave à l’initiative privée. Bodo Hombach parle de l’État comme du “siège central d’une entreprise qui intervient moins pour diriger que pour faciliter au maximum, par des adaptations organisationnelles, la productivité économique et sociale de chaque individu” et dont l’objectif consiste à “mettre les entreprises et les salariés en situation de résister à la concurrence”. S’impose ainsi une conception selon laquelle les

document se situe à l’opposé des premières déclarations de Gerhard Schröder comme chancelier.

**P**armi les gouvernants de la gauche allemande - ce qui ne saurait signifier au sein des groupes parlementaires ou au sein des partis, notamment du parti social-démocrate, il semble que la ligne social-libérale se soit imposée face à l’aile plus traditionnelle, interventionniste et redistributive, avec pour objectif, selon les termes de Bodo Hombach, de réaliser “une

pouvoirs publics doivent se dispenser d’intervenir dans la sphère économique où leur influence ne peut-être - la globalisation aidant - que marginale. On est très loin des déclarations volontaristes des premiers temps.

**S**ur le plan européen, cette évolution se traduit par le refus de l’Allemagne lors du sommet européen de Cologne des 3 et 4 juin 1999 de doter l’Union européenne d’une gouvernance économique qui aurait pris à bras le corps le problème du chômage, contrebalançant les disciplines imposées par l’euro dans le domaine budgétaire par des politiques volontaristes communes en faveur de l’emploi comme les grands travaux ou la réduction du temps de travail. Le pacte européen sur l’emploi adopté à cette occasion ne mentionne pas, à la grande déception de la France, d’objectifs quantifiés en matière de lutte contre le chômage. Les seules mesures concrètes arrêtées au sommet de Cologne pour stimuler l’activité économique relèvent de la politique de l’offre. Ainsi, la banque européenne d’investissement débloquera 1,5 milliard d’euros pour le capital-investissement et les hautes technologies. On retrouve des difficultés similaires sur un autre thème central : l’harmonisation fiscale au sein de l’Union européenne. Alors que le gouvernement allemand semble favorable à une harmonisation de la fiscalité indirecte, notamment des taux de TVA, allant à l’heure actuelle de 15% à 25%, il est très réticent sur l’autre volet : l’harmonisation de l’impôt sur les sociétés et la mise en place, dans ce dernier cas, d’un taux plancher. C’est pourtant là un des enjeux majeurs, quand on son-

ge que l'Irlande propose un taux d'impôt de 10% aux entreprises manufacturières et à certaines sociétés de service. On retrouve les grands traits de cette approche économique et sociale dans le docu-

---

(\*) Tony Blair und Gerhard Schröder, *Der Weg nach vorne für Europas Sozialdemokraten* (La voie en avant pour les sociaux-démocrates européens), London, 8. Juin 1999,

ment Blair-Schröder. Considérant qu'une "large proportion du chômage trop élevé est structurelle"\*

les auteurs préconisent de lancer

une nouvelle politique de l'offre reposant prioritairement sur une "politique fiscale favorable à la croissance", ce qui implique une simplification et une diminution de l'imposition des entreprises : "Partout, l'imposition du travail pénible et de l'entreprise devrait être réduite. La charge fiscale devrait être rééquilibrée".\* Au niveau européen, les deux dirigeants annoncent qu'ils refuseront "toutes les mesures conduisant à une augmentation de la charge fiscale".\* A cela s'ajoute la nécessité que "les marchés de la production, des capitaux et du travail soient tous flexibles".

---

(\*) ibidem

---

(\*) ibidem

**C**ette "philosophie" est éloignée de la plate-forme des partis socialistes européens, adoptée le 1er mars 1999 à Milan, qui, entre autres, insistait sur une meilleure coordination des politiques pour éviter le dumping fiscal. Cela ne signifie pas forcément baisse des prélèvements mais mise en place de règles pour éviter que certains pays, à la fiscalité allégée, n'attirent tous les investisseurs. Les différences d'approche entre sociaux-démocrates européens ne doivent pas être passées sous silence ou déconsidérées. Les positions développées par Gerhard Schröder et l'évolution qui en résulte ne sont pas un effet de

mode, comme ont pu le croire certains, à un moment, du fait de la théâtralité qui a accompagné la présentation du document Blair-Schröder.

**Jacques-Pierre GOUGEON**



# Vérités, bravades et silences...

**Jean PISANI-FERRY**

*Économiste. Après avoir travaillé à la Commission européenne et dirigé un centre de recherche spécialisé en économie internationale, il est conseiller économique*

*auprès de Dominique Strauss-Kahn, membre du Conseil d'analyse économique créé par Lionel Jospin. Il enseigne à l'Université Paris-Dauphine et à l'École polytechnique.*



**L**e manifeste de Tony Blair et Gerhard Schröder s'offre au lecteur comme une longue litanie d'apostasies revendiquées : la gauche, y lit-on page après page, n'est plus ce qu'elle

était. Elle était étatiste, elle célèbre l'entreprise ; elle croyait au déficit, elle s'est convertie à la vertu budgétaire ; elle redoutait le changement, elle l'encense désormais ; elle confondait justice sociale et assistance, et voici qu'elle exalte la responsabilité individuelle ; elle bannissait la flexibilité, mais elle la loue maintenant ; elle était indulgente envers la délinquance, elle est devenue un parangon de rigueur.

**P**ourquoi tant de contrition ? Pourquoi le mot même de gauche tourmente-t-il à ce point les auteurs

du manifeste qu'ils s'attachent à lui trouver des substituts incertains, comme si l'héritage d'Harold Wilson et Willy Brandt était aussi lourd à porter que celui de Staline et Mao ? Pourquoi cette délectation perverse à s'approprier des thèmes classiques de la droite, comme pour occuper tout le champ politique jusqu'à ne laisser

à l'adversaire aucun espace, puisqu'on lui a volé jusqu'à son identité ? Cela se comprend bien dans le contexte britannique, et donne la mesure de l'hégémonie que le thatcherisme a conquise : près de dix ans après qu'elle a quitté le pouvoir, la Dame de fer règne encore sur les âmes, et Tony Blair, dont les actes sont souvent à gauche, veut avant tout se garder à droite. Mais en Allemagne ? Pourquoi cette social-démocratie qui peut être fière de son passé s'embarque-t-elle dans ce combat qui lui ressemble peu ? On a peine, d'ailleurs, à trouver dans le manifeste conjoint des deux dirigeants la trace d'une réflexion spécifiquement allemande qui se distingue de la thématique maintenant bien connue du *New Labour*. Sans doute Gerhard Schröder veut-il, en co-signant ce manifeste, effacer l'impression d'improvisation qu'ont laissé ses premiers mois, régler quelques comptes au sein du SPD, et marquer une franche rupture avec les thèses d'Oskar Lafontaine. Les motivations des deux partenaires apparaissent bien différentes : pour l'un, l'affirmation d'une vocation au *leadership* est d'autant plus forte que son engagement européen est contesté ; pour l'autre, il s'agit

**«Le manifeste s'offre au lecteur comme une longue litanie d'apostasies revendiquées. Pourquoi le mot même de gauche tourmente-t-il à ce point les auteurs du manifeste qu'ils s'attachent à lui trouver des substituts incertains ?»**

**«Les motivations des deux partenaires apparaissent bien différentes : pour l'un, l'affirmation d'une vocation au leadership, d'autant plus forte que son engagement européen est contesté ; pour l'autre, un coup de force envers ses adversaires internes.»**

d'abord d'un coup de force envers ses adversaires internes.

**E**t les Français ? Leur situation est autre. La gauche de ce pays n'a aucun motif à s'excuser pour ce qu'elle aurait fait dans les années soixante-dix, parce qu'elle était alors dans l'opposition. Elle est venue au pouvoir au moment même où les sociaux-démocrates alle-

mands et britanniques en étaient chassés, pour faire seule, et dans un contexte hostile, l'apprentissage du réalisme. Elle l'a quitté, en 1993, après avoir montré qu'elle savait gérer, s'adapter, prendre en compte les contraintes de l'économie ouverte. Mais avec le sentiment confus d'y avoir perdu ses repères, l'adhésion d'une partie des siens, et parfois le sens de son combat. Deux chiffres résument la diversité des expériences : lorsque les travaillistes britanniques quittent le pouvoir, en 1979, le chômage est de 5% \* et l'inflation de 13,4% ; ces chiffres sont de 5,9% et 5,2% pour les sociaux-démocrates allemands en 1982. Ils sont de 11,7% et 2,1% pour les socialistes français en 1993. Le traumatisme, et le sentiment de l'échec à réparer, ne sont pas les mêmes. Nous n'avons pas à nous faire pardonner d'avoir pêché par rigidité idéologique - car flexibles, nous l'avons été. Nous n'avons pas à proclamer notre attachement à la stabilité macro-économique - nos actes parlent pour nous. Nous n'avons pas à proposer à nos concitoyens d'aimer les chefs d'entreprise autant que les pop stars - dans ce genre incertain, nous avons déjà donné. Mais nous avons, nous avons encore à convaincre que nous

(\*) Source OCDE, définition harmonisée pour le taux de chômage, définition courante pour l'inflation (prix à la consommation).

sommes capables de dégager et de mettre en œuvre des choix sociaux pour l'emploi.

**M**ettre en exergue, sur la base de quelques formules à l'emporte-pièce, des oppositions doctrinales entre les socialistes français et leurs camarades britanniques et allemands n'a donc pas grand intérêt. Au mieux, cela confirme ce que Tip O'Neil, le *speaker* (démocrate) de la Chambre des représentants, aimait à résumer d'une formule lapidaire : "*all politics is local*". Au pire, c'est élaborer sur des mots en oubliant qu'ils ont une histoire, ou plutôt *des* histoires.

**M**ieux vaut adopter une méthode empirique. Les Britanniques sont justement renommés pour leur pragmatisme et leur défiance à l'égard des constructions abstraites : Tony Blair l'a encore récemment illustré en soumettant la décision d'entrée dans l'euro à un ensemble de conditions précises. C'est à ce même genre de test qu'il faut soumettre le manifeste Blair-Schröder pour savoir ce qu'il apporte sur quelques grands sujets du moment, et ce sur quoi la gauche française s'en écarte.

**P**remier sujet : les rôles du marché et de la réglementation dans la régulation des activités, et plus spécifiquement le partage entre sphère publique et sphère privée. C'est pour beaucoup de commentateurs la pierre de touche de la modernité. Que nous dit le manifeste ? D'abord que la concurrence est la base de l'efficacité, et donc de la prospérité. Ensuite que l'Etat doit "tenir le

**«Nous n'avons pas à proposer à nos concitoyens d'aimer les chefs d'entreprise autant que les pop stars.»**

**«Le manifeste est sur tout  
extraordinairement vague.  
Quelles sont les  
responsabilités de la  
puissance publique face à  
des opérations capitalistiques  
de grande envergure ?»**

gouvernail, et non les rames”, et qu’il faut favoriser le développement de petites entreprises innovantes. Enfin que “la conscience sociale ne se mesure pas par le niveau des dépenses publiques”, mais que la vraie question est celle de l’efficacité de ces dernières ; que la part

des dépenses publiques dans le PIB a “plus ou moins atteint les limites de l’acceptabilité” ; et que la culture de l’efficacité et de la performance doit gagner la sphère publique.

**I**l serait facile d’ironiser sur les naïvetés ou les platitudes qui émaillent l’exposé de cette thèse. Dire que les gouvernements doivent “soutenir les entreprises”, mais pas “se substituer à elles”, est soit banal, s’il s’agit de dire que les entreprises ne se gèrent pas depuis les ministères, soit étrangement colbertiste, si l’on veut dire que l’Etat doit servir les entreprises. Le propos est surtout extraordinairement vague. Il n’apporte rien pour répondre aux questions concrètes qui se posent aujourd’hui : où faut-il introduire la concurrence, et où préserver les monopoles publics ? quelles sont les responsabilités de la puissance publique face à des opérations capitalistiques de grande envergure ? quel est le bon niveau de la dépense publique ?

**R**ecconnaissons-le cependant : il est des vérités qui restent bonnes à dire, et que la gauche française, pour les admettre en pratique, peine encore à faire totalement siennes. D’abord parce qu’elle entretient de longue date des relations ambiguës avec la concurren-

rence : à juste titre, elle se refuse à lui faire quotidiennement révérence, comme si l’équilibre des forces du marché débouchait spontanément sur un optimum social ; mais en même temps, elle ne ressent pas d’inclination particulière pour les situations de rente, et elle est trop attachée à la modernisation de l’économie pour entraver les potentialités que recèle la concurrence. Le résultat de cette ambivalence est que son discours est trop souvent brouillé, comme si l’acceptation de la concurrence restait une concession faite au réalisme. Or ce n’est pas la bonne réponse. Il ne faut ni faire l’apologie de la concurrence, ni la dénigrer, mais la considérer comme un instrument généralement efficace au service de fins supérieures comme l’innovation, la croissance et la progression du niveau de vie ; il faut déterminer clairement sa place dans la régulation économique des différents secteurs, et s’attacher, en fixant les règles du jeu, à ce qu’elle joue en faveur de la croissance, de l’innovation et de l’emploi.

**C**es vérités restent bonnes à dire, aussi, parce que l’écart de performance entre sphère privée et sphère publique atteint parfois un niveau tel qu’il met en cause la légitimité même de la sphère publique. La force du discours blairiste est sur ce point qu’il se réapproprie une valeur ancienne de la gauche - le service public -, mais dans le même mouvement entend soumettre ce dernier à une exigence d’efficacité d’égale intensité que celle que connaît le secteur concurrentiel. Le propos, évidemment, s’adresse plus aux contribuables qu’aux employés publics. Il comporte de ce point de vue une certaine dose de

**«Reconnaissons-le cependant : il est des vérités qui r estent bonnes à dire ; l'écart de performance entre sphère privée et sphère publique atteint parfois un niveau tel qu'il met en cause la légitimité même de la sphère publique.»**

démagogie. Il n'empêche : en rompant avec une logique quantitative d'extension de la sphère étatique, en affirmant sans ambiguïté la nécessité d'une claire distinction entre l'intérêt public et les intérêts des employés publics, le manifeste offre une chance de renouveler des valeurs auxquelles

la gauche européenne reste profondément attachée.

**S**econd sujet, la politique économique. Sujet délicat, après les foudrades d'Oskar Lafontaine, sur lequel les deux dirigeants étaient attendus. Ils s'emploient à enterrer la hache de guerre entre les avocats de la relance et les tenants de la politique de l'offre, en soulignant que la politique macro-économique seule n'est pas à même de stimuler la croissance, et que pour atteindre des objectifs de croissance et d'emploi, politiques de l'offre et politique de demande doivent être combinées. C'est doublement rassurant : parce que l'expérience montre qu'une croissance durable nécessite effectivement à la fois une bonne macro-économie et une bonne micro-économie ; et parce que la gauche européenne n'a nul besoin de rouvrir une polémique vieille de vingt ans, parfaitement stérile au niveau de généralité où elle est posée dans le débat politique. La question de savoir s'il faut stimuler l'offre ou la demande n'a de sens que *hic et nunc* : selon le contexte, il peut être parfaitement pertinent de mettre l'accent sur la relance budgétaire ou la politique de l'offre, tout dépend de la contrainte qui à un moment donné et dans un pays

donné limite effectivement la croissance de l'économie. C'est d'ailleurs en bonne partie ce qui explique que les Britanniques, dont le taux de chômage a beaucoup baissé, mettent davantage l'accent sur le retour à l'emploi ou les réformes du marché des biens que les Français, où depuis le début des années quatre-vingt-dix la contrainte principale a été l'insuffisance de la demande. Demain, les situations peuvent s'inverser, et il serait absurde de vouloir expliquer par des oppositions doctrinales ce qui résulte de la diversité des circonstances.

**M**ais il est tout aussi évidemment insuffisant de clore le débat de politique économique par cette motion de synthèse. D'autres questions se posent, sur des choix d'orientation durables. Allemands et Britanniques ont des cultures également fortes, mais différentes. Le modèle allemand de l'après-guerre repose sur une stricte division des tâches entre différents acteurs ayant chacun son domaine d'action, et qui ne se coordonnent guère entre eux : à l'Etat les politiques de l'offre, à la banque centrale la gestion macro-économique et aux partenaires sociaux la fixation des salaires. Oskar Lafontaine, qui avait pris le contre-pied de ces idées, a rapidement jeté l'éponge, et l'on constate depuis quelques mois un retour en force de cette approche. Quant aux Britanniques, leur culture est toute autre : elle est celle d'un Etat centralisé, coordonnateur de l'action publique, qui détient tous les instruments et les met en œuvre à sa guise. L'effort des travaillistes au cours des années récentes a été de remettre en cause cette approche, en acceptant une certaine dose de décentralisation, mais avec en contrepartie un accent

très fort sur la transparence des choix de politique économique et l'*accountability* des institutions. C'est ainsi qu'ils ont rendu leur banque centrale indépendante, mais en conservant au gouvernement le choix de l'objectif d'inflation, en limitant l'autonomie de l'institution monétaire au choix des instruments permettant d'atteindre un but dont elle n'est pas maîtresse, et en exigeant d'elle qu'elle justifie chacune de ses décisions.

**I**l s'agit évidemment de questions d'une grande importance pour la politique économique moderne, particulièrement dans le contexte européen : faut-il que les gouvernements se fixent des règles pour la conduite de la politique budgétaire, comme l'a fait le gouvernement Blair peu après son arrivée aux affaires ? faut-il que la banque centrale européenne énonce plus précisément ses objectifs, fasse la transparence sur ses débats internes, et justifie ses décisions ? faut-il en définitive enserrer les choix de politique économique dans un ensemble de contraintes quantitatives ou procédurales ? Ces questions sont au cœur du programme économique du *New Labour*, elles se posent avec acuité en Europe, et elles interrogent évidemment la gauche sur sa conception de la politique économique. Elles sont cependant totalement absentes du texte germano-britannique.

**T**roisième sujet : les rôles respectifs de la loi et de la négociation sociale dans la fixation des normes collectives. C'est pour les Européens un sujet essentiel, parce qu'il est au cœur du débat sur l'avenir de notre modèle social. Il se pose par exemple avec acuité en

France, à l'occasion des 35 heures, ou de la réforme de l'assurance maladie, mais c'est tout particulièrement un sujet décisif pour les Allemands, qui avaient institutionnalisé la séparation des rôles entre l'Etat et les partenaires

sociaux, et dont le modèle se trouve bousculé par l'internationalisation des entreprises et l'accroissement de la mobilité. Et c'est un sujet sur lequel le manifeste est étrangement silencieux. Tout juste y trouve-t-on, en passant, la mention d'un soutien aux "syndicats modernes" et l'évocation du dialogue social. Pour le reste, le social n'existe pas ou, plutôt, il se résume à une politique de l'assistance et à une politique du marché du travail. Au gré de ce modèle sans négociation ni acteurs collectifs, la régulation sociale s'opérerait par la confrontation des individus aux règles et aux institutions. Il reviendrait alors seulement à la puissance publique de faire en sorte que les règles soient justes et efficaces, que les institutions soient transparentes, sans avoir à se soucier d'aucune négociation.

**Q**ue les Britanniques privilégient cette conception du social est parfaitement logique. Après tout, c'est Mme Thatcher qui a dit "*there is no such thing as a society*", et cela laisse des traces. Et puis, surtout, elle a détruit la puissance des syndicats. Mais que Gerhard Schröder offre ce projet à l'Europe continentale est pour le moins confondant. Est-ce par inadvertance, ou par volonté ? On pense à l'histoire de cet Ecosais qui, à un étranger lui demandant son chemin,

**« Sur les rôles respectifs de la loi et de la négociation sociale dans la fixation des normes collectives, le manifeste est étrangement silencieux. »**



**«Pour que la “troisième voie” offre à l’Europe une alter native convaincante, il faudrait d’abord qu’elle prenne en compte sa réalité.»**

répondit qu’à sa place, pour aller là où il voulait, il serait parti d’ailleurs : pour que la “troisième voie” offre à l’Europe une alter native convaincante, il faudrait d’abord qu’elle prenne en compte

sa réalité. A moins qu’il s’agisse de s’approprier le vieux projet libéral, théorisé par un Mancur Olson, de prendre appui sur l’intégration européenne pour faire affaiblir les acteurs sociaux des différentes nations et, au total, les sortir du jeu. Mais on comprendrait mal, alors, que le récent Conseil européen de Cologne ait, sous présidence allemande, entériné le projet d’un dialogue européen entre la banque centrale, les gouvernements et les partenaires sociaux. Ce “processus de Cologne”, comme on l’a nommé, semble en contradiction directe avec le modèle sous-jacent au manifeste Blair-Schröder.

**Q**uatrième sujet, l’Europe. On aurait attendu d’un manifeste publié à la veille du scrutin européen qu’il réponde à quelques questions qui se posent, par exemple sur l’Europe politique et l’Europe sociale ; sur le partage des tâches entre la Communauté et les Etats nationaux ; sur la nécessité - ou pas - de construire un pôle économique face à la banque centrale européenne ; ou sur le rôle international de l’Europe. Ce sont, pour les citoyens européens, des sujets décisifs, qui les divisent, et ont pour une part déterminé leurs votes. Or ces chefs d’Etat européens, engagés dans la guerre puis dans la paix au Kosovo, ne disent quasiment pas un mot de l’Europe. Ils se bornent à dire que les sociaux-démocrates “traitent les problèmes au

niveau auquel ils peuvent être résolus” - c’est, sauf erreur, un rappel du principe de subsidiarité inscrit dans le traité de Maastricht - et qu’il faut combattre la concurrence fiscale déloyale, mais sans que cela conduise à augmenter les impôts - formule de compromis qui ne veut pas dire grand chose. Après le social, l’Europe est la seconde grande absente de ce manifeste, et encore une fois, cela se comprend mieux d’un point de vue britannique qu’allemand.



**P**ar delà un modernisme affiché, des affirmations péremptoires, et des audaces revendiquées, le texte de Tony Blair et Gerhard Schröder frappe finalement autant par ses limites que par ses bravades. Que les deux *leaders* s’accordent à faire tomber quelques tabous vieillis est certainement positif ; qu’ils prennent l’occasion d’une initiative commune pour lancer, à usage interne ou externe, quelques provocations, est finalement peu étonnant ; qu’un *marketing* savant mette en exergue les contrastes entre leur approche et celle de Lionel Jospin était probablement inévitable. Mais de tout cela, il ne faudrait pas déduire qu’en Europe, la troisième voie a désormais deux visages, et une doctrine. Arrière-pensées tactiques, raccourcis intellectuels, compromis provisoires, et aussi silences, sont trop nombreux pour que ce texte ne signale pas, d’abord, l’urgence d’une réflexion ouverte entre les différents courants de la social-démocratie européenne.

**Jean Pisani-Ferry**



# Un nouveau compromis social

**Marisol TOURAINE**  
*Députée d'Indre et Loire*  
*Secrétaire nationale à la*  
*Solidarité du Parti*  
*socialiste*



Le texte commun de Tony Blair et Gerhard Schröder publié avant les élections européennes avait pour

ambition de montrer aux socialistes et sociaux-démocrates européens la voie de leur avenir commun, quelque part au centre. Cette publication a constitué sans aucun doute une mauvaise manière à l'égard de tous les partis et gouvernements ainsi interpellés à quelques jours d'un scrutin pour lequel, pour la première fois, le Parti Socialiste européen avait élaboré une plateforme commune pour une campagne com-

mune. Les rédacteurs de ce texte, d'ailleurs, étaient les Français Henri Nallet et le Britannique Robin Cook \*, preuve alors que des perspectives communes pouvaient être tracées pour tous et acceptées par tous.

(\*) En septembre 1998, mandat a été donné à Robin Cook, ministre des Affaires étrangères britanniques, et à Henri Nallet, Secrétaire national aux questions européennes, de préparer le manifeste du parti des socialistes européens. Ce manifeste a été adopté à l'unanimité par le Congrès du PSE les 1er et 2 mars à Milan. *Manifeste pour les élections européennes* de juin 1999, l'Hebdo des socialistes, 12 mars 1999.

Aujourd'hui, la méthode n'aurait plus d'importance si, au fond, elle n'avait abouti à ce qu'un débat sur l'avenir de la social démocratie ne soit éludé. Ce manifeste n'a pas porté chance à ses deux signataires ; peut-on pour autant en

déduire que les idées qu'ils y défendaient ont été rejetées ? Elles n'ont en fait pas été débattues devant les opinions publiques. Il est plus probable que les électeurs ont sanctionné des politiques dont ils ne voulaient pas (l'engagement relativement pro-européen de Tony Blair) ou qu'ils ne comprenaient pas (en Allemagne). Mais lancé à un moment inopportun, l'appel Blair-Schröder a contribué à donner une vision caricaturale du débat qui anime la social-démocratie européenne.

**“Lancé à un moment inopportun, l'appel Blair-Schröder a contribué à donner une vision caricaturale du débat qui anime la social-démocratie européenne.”**

Or, ce manifeste part d'un constat indéniable et largement partagé : la mondialisation de l'économie amène à redéfinir l'articulation entre l'activité économique et les politiques de régulation et d'assurance sociale. La social-démocratie s'est historiquement construite dans le cadre national ; désormais, la mondialisation de l'économie impose une réflexion sur les conditions d'efficacité des politiques publiques, notamment sociales. Des transformations profondes ont été engagées en ce sens dans la plupart des pays européens, à commencer en France où l'Etat a cessé d'être entrepreneur pour devenir régulateur. A l'inverse, la Grande-Bretagne de Tony Blair a créé, après la France, près de 100 000 emplois jeunes; elle a instauré un salaire minimum comparable (en net) au

SMIC français ; elle a ratifié la charte sociale de l'Union européenne, obstinément refusée jusque là par les précédents gouvernements conservateurs. Tout cela éloigne la Grande-Bretagne de Tony Blair de la caricature thatcherienne qu'elle donne souvent d'elle même.

Il n'empêche que la tonalité très libérale du texte obscurcit un certain nombre des avancées sociales importantes réalisées par les gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates au cours des années récentes sans montrer en quoi des politiques de modernisation différentes peuvent être menées, les unes de droite, les autres de gauche. Les réponses esquissées par le manifeste Blair-Schröder ne sont ni convaincantes, ni opérationnelles : à dire vrai, elles sont surtout très floues. Je voudrais donc ici me contenter de soulever trois questions : quel est l'impact de la mondialisation de l'économie sur les politiques économiques ? Comment dans ce contexte peut-on durablement garantir le lien social ? Quelles sont pour cela les transformations nécessaires de l'Etat providence ?

### **Le choix de l'initiative économique**

Le manifeste Blair-Schröder ne doit pas sa tonalité libérale à son plaidoyer vibrant pour l'économie de marché et l'esprit d'initiative. Ce débat est terminé depuis longtemps au sein des mouvements socialistes et sociaux-démocrates. La pratique des gouvernements européens qui en sont issus en atteste.

À l'évidence, le progrès économique et le développement des processus productifs passent par l'éco-

nomie de marché, le renforcement de la compétitivité de nos entreprises et l'encouragement des capacités d'entreprendre. Personne ne conteste que l'ouverture des frontières, la mobilité croissante, depuis quinze ans, des connaissances, des savoir-faire et des capitaux ont profondément changé la donne en matière économique. C'est, notamment, la prise en compte de ces nouvelles réalités qui a amené les pays de l'Union européenne à accélérer leur intégration économique et à se doter des instruments d'une politique monétaire et économique concertée. Le Parti Socialiste a analysé, dans sa convention de mars 1996 sur la mondialisation, l'Europe, la France, ce " nouvel âge du capitalisme ". En novembre dernier, il a poursuivi sa réflexion économique en consacrant une convention à l'entreprise.

La reconnaissance et l'acceptation de l'économie de marché n'interdisent pas pour autant toute politique de régulation économique et de soutien de la croissance. A cet égard, trois différences au moins, selon moi, interdisent que les socialistes français adhèrent à la présentation du manifeste :

- d'abord, nous ne croyons pas que seule une politique de l'offre puisse amener l'économie à être plus productive et donc à créer des emplois. De ce point de vue, appliquons la formule de Tony Blair pour voir " ce

**“La reconnaissance et l'acceptation de l'économie de marché n'interdisent pas pour autant toute politique de régulation économique et de soutien de la croissance. Les succès de l'économie française, plus importants au cours des deux dernières années que ceux des autres pays européens, montrent la validité d'un keynésianisme rénové.”**

**“Aucune “loi économique” n’impose de sacrifier les salariés sur l’autel de l’efficacité, la régulation sociale est plus que jamais nécessaire et puisque le simple jeu du marché détruit, accroît les inégalités sociales, distend les liens sociaux.”**

qui marche”. Or, les succès de l’économie française, plus importants au cours des deux dernières années que ceux des autres pays européens, montrent la validité d’un keynésianisme rénové. La croissance peut et doit être tirée par la demande privée et publique. L’Etat a un rôle décisif à jouer, à travers sa politique fiscale et salariale, d’incitation à la

recherche, d’encouragement à l’innovation.

- ensuite, la prise en compte des mécanismes de marché n’exclut pas la mise en place de régulations à l’échelle internationale ou nationale. Il est significatif que rien ne soit dit, par les promoteurs du “centre gauche”, sur les déficiences de la régulation économique internationale et la nécessité de mieux structurer les politiques économiques au niveau européen.

- enfin, l’encouragement des initiatives économiques et de l’esprit d’entreprise ne saurait signifier une flexibilité de l’organisation du travail entendue comme la disparition de toutes les garanties sociales. Aucune “loi économique” n’impose de sacrifier les salariés sur l’autel de l’efficacité, comme le montre par exemple le succès à la fois économique et social des Pays-Bas.

**A**insi, le développement économique et la modernisation de notre système productif n’imposent pas le renoncement à toute forme de régulation autre que minimale. En particulier, la régulation sociale est plus que jamais nécessaire puisque le simple jeu du mar-

ché déstructure, accroît les inégalités sociales, distend les liens sociaux.

**O**r, l’essentiel est bien là : la gauche ne peut se satisfaire d’une politique qui, au nom de la modernisation économique, laisserait se distendre le lien social. Concluant la convention de mars 1996, Lionel Jospin fixait comme objectif aux socialistes de “bâtir un nouveau compromis social-démocrate en Europe”. C’est au fond là que réside l’essentiel des divergences qui nous séparent de la réflexion engagée par Tony Blair et Gerhard Schröder. Pour nous, ce nouveau compromis réside dans l’abandon par l’Etat de son rôle d’agent économique mais le maintien d’une vigilance et d’une solidarité sociales renforcées.

### **Le nouveau compromis social**

**L**’idée qui fonde le “centre gauche” est que les social-démocraties doivent désormais s’appuyer de manière privilégiée sur les classes moyennes et relayer leurs intérêts. Cette position n’est pas acceptable parce qu’il n’est pas possible d’opposer des catégories sociales entre elles, et parce qu’aucune politique social-démocrate ne peut se revendiquer comme telle en ne faisant pas le choix résolu de soutenir ceux qui sont au bas de l’échelle sociale ou en voie de marginalisation. Le combat pour l’égalité reste au cœur d’un projet social-démocrate.

**N**os sociétés développées se sont profondément transformées depuis une vingtaine d’années. Progres-

**“La gauche ne peut se satisfaire d’une politique qui laisserait se distendre le lien social.”**

sivement, à la différenciation par classes sociales s'est substituée une opposition beaucoup plus vive entre ceux qui participent au processus productif et aux échanges sociaux et ceux qui, à l'inverse, en sont momentanément ou durablement exclus.

**O**r, l'exclusion et la précarité sociale favorisent la dissolution des liens sociaux bien plus que les inégalités classiques entre classes sociales structurées. Une politique de gauche ne peut se limiter à défendre le marché et la compétitivité des entreprises. Elle doit aussi faire de la réduction des inégalités sa priorité. Or, compte tenu de la montée des phénomènes de précarité et de marginalisation sociales, la réduction des inégalités passe par une politique volontariste d'intégration sociale en direction de ceux qui sont menacés d'exclusion.

**T**elle est, me semble-t-il, l'analyse que font les socialistes français. Cela implique trois différences importantes avec celle qu'exposent les tenants du "centre gauche" dans le manifeste Blair-Schröder comme dans d'autres écrits politiques ou universitaires.

**“A la différenciation par classes sociales s'est substituée une opposition entre ceux qui participent au processus productif et aux échanges sociaux et ceux qui en sont momentanément ou durablement exclus.”**

**T**. Blair et G. Schröder ne nient évidemment pas la montée de l'exclusion. Ils lui opposent un appel à la responsabilité individuelle. En d'autres termes, ils considèrent que c'est par l'effort de chacun, la mise en œuvre de solidarités de proximité - la famille, la communauté, fréquemment évoquées - que les

individus concernés échapperont à l'assistance.

**N**ous ne pouvons souscrire à cette démarche. Non seulement parce qu'elle revient à faire de l'assistance un choix consenti, ce qui reste très marginal, mais surtout parce qu'elle admet un fonctionnement social autour de petites collectivités, sans jamais faire référence à des valeurs collectives. L'intégration sociale résulte de la possibilité pour un individu d'être un citoyen, c'est-à-dire un acteur à part entière d'une histoire collective. Le socialisme historique a excessivement ignoré les individus au nom des intérêts collectifs ; ne tombons pas dans l'excès inverse qui voudrait que la solidarité ne soit plus qu'un projet individuel.

**À** ces conceptions différentes de la solidarité, s'ajoutent logiquement des analyses différentes de la responsabilité. Qui peut nier le caractère essentiel de la responsabilité des individus face aux règles sociales ? Mais sommes-nous si sûrs que la "responsabilité civique", selon la formule d'Anthony Giddens, théoricien du blairisme, suffisent à dépasser ou corriger les inégalités sociales et économiques ? Je crois que l'on peut opposer à cela une conception de la responsabilité collective et sociale qui consiste non pas à créer de nouveaux droits ou des droits spécifiques mais à permettre que les droits de tous soient bien ceux de chacun, que la responsabilité individuelle trou-

**“A la montée de l'exclusion, Blair et Schröder opposent un appel à la responsabilité individuelle, à l'effort de chacun - la famille, la communauté -. Nous ne pouvons souscrire à cette démarche parce qu'elle admet un fonctionnement social sans jamais faire référence à des valeurs collectives.”**

ve effectivement matière à s'exercer. C'est le choix fait par la politique de L. Jospin et M. Aubry.

Dès lors, le rôle de la puissance publique est aussi de garantir contre les risques, d'assurer les individus face aux ruptures.

### La modernisation de l'Etat providence

Nous ne pensons pas que le poids des politiques publiques soit une source de chômage. La réduction des déficits budgétaires, économiquement souhaitable, n'exclut pas le maintien de priorités sociales fortes. C'est le choix fait pour la France depuis deux ans et dont le succès est très largement reconnu.

Cela n'exclut pas que la poursuite de la modernisation de nos politiques publiques est nécessaire dans deux directions en particulier :

- En premier lieu, les politiques publiques doivent prioritairement concerner les secteurs de soutien au développement des personnes. L'éducation et la formation doivent rester prioritaires. La santé également. A cet égard, il y a indiscutablement des proximités fortes entre travaillistes Britanniques et socialistes Français.

- Les politiques sociales ne sont plus seulement des politiques de prise en charge des difficultés, mais constituent un accompagnement individualisé des personnes.

- Par ailleurs, les politiques publiques souffrent d'un défaut d'évaluation. La mise en œuvre d'orientations décidées par le gouvernement ou votées par le Parlement peut se révéler décevante. Il y a là un vrai défi pour l'efficacité de l'Etat providence. L'Assemblée Nationale commence à mettre en œuvre des procédures de suivi des lois votées. Au-delà, une appréciation précise des résultats obtenus et des blocages constatés constituerait une réelle modernisation des politiques publiques.



Le texte de Blair-Schröder ne constitue pas une plateforme de modernisation des sociaux-démocrates. Sa force est de rendre compte du soutien des partis sociaux-démocrates aux forces productives, de leur volonté d'accompagner et d'encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise. Mais cela ne peut se faire que dans le cadre d'un compromis social revendiqué dont l'objectif doit rester la lutte contre les inégalités.

**Marisol Touraine**

**“La force de ce texte est de rendre compte du soutien des partis sociaux-démocrates aux forces productives, de leur volonté d'encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise. Mais cela ne peut se faire que dans le cadre d'un compromis social revendiqué dont l'objectif doit rester la lutte contre les inégalités.”**

# Troisième voie : où sont les divergences ?

**Henri WEBER**  
*Sénateur de la Seine-  
Maritime*  
*Secrétaire national à la*  
*Formation du Parti*  
*socialiste*



L'émotion suscitée par le Manifeste de Tony Blair et de Gerhard Schröder s'explique sans doute par le moment où il a été publié : à cinq jours des élections européennes et alors que les quinze partis sociaux-démocrates constituant le PSE étaient censés faire campagne ensemble sur un Manifeste Commun, adopté solennellement au congrès de Milan les 1er et 2 mars 1999, en présence de tous les leaders...

En lui-même, ce texte ne comporte aucun élément nouveau par rapport aux prises de positions antérieures

(\*) Tony Blair et Lewis Minkin, *La rénovation du parti travailliste en Grande-Bretagne*, Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, Paris, novembre 1995, et Tony Blair, *La nouvelle Grande-Bretagne. Vers une société de partenaires*, Editions de l'Aube, Paris.

du "New Labour"\* et du "Nouveau Centre".

Sa qualité de profession de foi électorale lui confère néanmoins une netteté que d'autres textes programmatiques n'avaient pas et permet de

mieux situer où sont les convergences et les divergences.

La social-démocratie européenne est engagée aujourd'hui dans un vaste débat fondateur, comme elle en a connu déjà plusieurs au cours de son histoire. Il ne s'agit de rien de moins que de redéfinir le rôle, le programme, le système d'action de la gauche, dans

le nouveau contexte historique de cette fin de siècle. Les dissonances ne manquent pas : les "nouvelles voies" que proposent les socialistes hollandais, danois, italiens ou portugais diffèrent substantiellement entre elles et ne sont pas réductibles à la "troisième voie" définie par le New Labour. Le congrès de l'Internationale socialiste, convoqué en novembre 1999 à Paris, sera l'occasion d'une première synthèse.

Dans ce débat, il convient d'éviter les caricatures : le New Labour de Tony Blair n'est pas réductible à un "thatchérisme à visage humain", pas plus que le socialisme français n'est assimilable à la "vieille gauche étatiste", qui ne sait qu'augmenter les dépenses, les impôts et les contraintes.

Le gouvernement de Tony Blair a signé la Charte Sociale de l'Union européenne, créé 100 000 emplois-jeunes, institué le SMIC, accru les dépenses publiques pour l'éducation et la santé, en taxant

**"La social-démocratie européenne est engagée aujourd'hui dans un vaste débat fondateur. Il ne s'agit de rien de moins que de redéfinir le rôle, le programme, le système d'action de la gauche, dans le contexte historique de cette fin de siècle."**

**"Le New Labour de Tony Blair n'est pas réductible à un "thatchérisme à visage humain", pas plus que le socialisme français n'est assimilable à la «vieille gauche étatiste»."**

**“À leurs yeux comme aux nôtres, c’est la société qui doit commander à l’économie et non l’économie à la société.”**

les profits des entreprises récemment privatisées. Il s’est clairement et courageusement prononcé pour l’adhésion de la Grande-Bretagne à l’Euro et pour une défense européenne autonome au sein de l’Alliance Atlantique. Il a entrepris la modernisation démocratique des institutions reconnaissant une large autonomie à l’Ecosse et au Pays de Galles. Sa démarche vise à répondre au dilemme de toute la social-démocratie européenne : comment concilier dynamisme économique et progrès social, efficacité et solidarité, dans le nouvel âge du capitalisme ?

**L**es leaders du New Labour ont fait leur la formule de Lionel Jospin : “ nous sommes pour une économie de marché, mais nous sommes contre une société de marché”, signifiant qu’à leurs yeux comme aux nôtres, c’est la société qui doit commander à l’économie et non l’économie à la société. De leur filiation social-démocrate, ils ont conservé la volonté de garantir la solidarité et l’égalité des chances entre les citoyens et la protection sociale pour tous.

**M**ais dans le même temps, il ont poursuivi les privatisations des services publics, commencées par les conservateurs - il est question aujourd’hui de privatiser le métro de Londres, après son électricité - et ont scrupuleusement respecté leur promesse de laisser la redistribution sociale au niveau où l’avait ramenée Margaret Thatcher.

**L**es socialistes français savent bien, de leur côté, que pour réussir le passage de la société industrielle à la société de l’information, ou comme disent les anglais, à la société de services fondée sur la connaissance, il faut favoriser l’initiative, la créativité de tous les acteurs sociaux et notamment celle des chefs d’entreprise. Le gouvernement de Lionel Jospin s’est engagé à stabiliser puis à réduire la dépense publique, à réformer la fiscalité dans un sens favorable à l’emploi, à l’investissement et à la consommation ; à la libre disposition aussi par les citoyens-consommateurs d’une part accrue de leurs revenus. Il ne ménage pas ses efforts pour créer un environnement favorable à la création et au développement des entreprises. Non sans un certain succès : notre pays ne se situe-t-il pas au troisième rang mondial pour l’accueil des investissements étrangers ?

**L**es divergences sont ailleurs. Elles portent sur le rôle économique et social de la puissance publique ; le contenu de la réforme nécessaire de l’Etat-providence ; la conception de la “flexibilité” du travail ; le rôle et la place des services publics dans notre société ; le projet de civilisation dont le socialisme démocratique est porteur.

**“ Les divergences portent sur le rôle économique et social de la puissance publique ; le contenu de la réforme nécessaire de l’Etat-providence ; la conception de la “ flexibilité ” du travail ; le rôle et la place des services publics dans notre société ; le projet de civilisation dont le socialisme démocratique est porteur. ”**



## Néo-libéraux et néo-keynésiens

Un premier désaccord réside dans l'appréciation du capitalisme contemporain. Celle des socialistes français est assurément moins confiante à l'égard des forces du marché et de leur capacité de régulation spontanée que celle des "nouveaux travaillistes".

Pour Tony Blair et ses conseillers, le capitalisme, au total, ça marche bien. Les marchés sont toujours plus intelligents que les gouvernements, les chefs d'entreprises privées toujours mieux avisés que les fonctionnaires. Il faut libérer leur initiative et adapter les acteurs sociaux aux changements que leur dynamisme génère. L'Etat doit se désengager de la production des biens et des services. Pour ce qui concerne le nécessaire contrôle de la société sur l'activité économique, les agences indépendantes de régulation et le développement du droit y pourvoiront mieux que ne saurait le faire la bureaucratie d'Etat.

Les socialistes français reconnaissent les mérites éminents de l'économie de marché, mais ils en soulignent aussi les limites. Selon eux, les forces du marché ne conduisent spontanément ni à l'optimum économique ni à l'optimum social. Elles peuvent mener au contraire à la dégradation de la nature et à la désagrégation de la société. Les peuples

des anciens "tigres" et "dragons" du Sud-Est asiatique, ceux du Brésil et de biens d'autres pays d'Amérique Latine en savent quelque chose. L'Occident développé lui-même

**"Selon les socialistes français, les forces du marché ne conduisent spontanément ni à l'optimum économique ni à l'optimum social."**

n'est pas à l'abri des krachs financiers et commerciaux, comme l'a opportunément rappelée en septembre 1998 la faillite du fond spéculatif LTCM. "Le capitalisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va", rappelait Lionel Jospin à l'Université d'été du Parti Socialiste en août dernier à la Rochelle, dans un propos que les "nouveaux travaillistes" ne citent guère. Autrement dit, elle peut aussi aller dans le mur, les peuples doivent se donner les moyens d'agir sur son cours.

Pour les socialistes français, une politique macro-économique active reste donc nécessaire pour assurer une croissance forte, durable, respectueuse de l'environnement et riche en emplois. Les modalités d'une telle politique, son aire de déploiement, doivent changer substantiellement, pas son intensité. D'où leur engagement ancien et constant pour la construction d'une Europe-puissance et d'une monnaie unique européenne. Leur volonté d'instituer, face à la Banque Centrale européenne, un pouvoir économique fort, capable de coordonner les politiques économiques des États-membres, de mettre en œuvre un programme de grands travaux, d'harmoniser les législations fiscales et sociales, de conduire un "policy mix" aussi efficace que celui que mènent depuis dix ans les américains, sous la houlette d'Alan Greenspan \* et de Bill Clinton. Leur détermination aussi à édifier une "nouvelle architecture" du système financier et monétaire international, à promouvoir de nouvelles règles prudentielles, afin de prévenir le retour de

**"«Le capitalisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va» (Lionel Jospin Août 1998)."**

(\*) Alan Greenspan est, depuis 1987, le président de la "Federal Reserve" des États-Unis, c'est-à-dire de la Banque centrale américaine.

crises spéculatives du type de celles de 1997 et 1998.

**S**ur le plan économique, le New Labour est néo-libéral, le P.S. français néo-keynésien. Il ne partage pas les analyses d'Anthony Giddens\*, le théoricien de la 3ème voie, selon lesquelles les techniques néo-keynésiennes sont dépassées, même dans le cadre continental de l'Union européenne. Le gouvernement de Lionel Jospin a renforcé la croissance, en 1998, par une politique de relance de la demande et de l'investissement. Une telle politique conduite à l'échelle de l'Union européenne aurait des effets encore plus probants.

(\*) Anthony Giddens, *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*, Polity Press, 1998.

### Rénover l'Etat-providence

**U**n second désaccord porte sur la politique de redistribution sociale. Tony Blair s'est engagé à ne pas revenir sur les réformes fiscales et sociales instituées par Margaret Thatcher et s'en est tenu, jusqu'à ce jour, à cet engagement. Pendant combien de temps cette politique de faible redistribution sera-t-elle compatible avec cet autre engagement pris par le New Labour : doter la Grande-Bretagne d'un système d'éducation, de santé, de sécurité, d'équipements collectifs digne d'une grande démocratie ? C'est à nos amis travaillistes de l'apprécier, mais qui ne voit qu'il y a là une contradiction et une difficulté flagrantes pour le "New Labour" ?

**“Le New Labour est néo-libéral, le P.S. français néo-keynésien et ne partage pas les analyses d'Anthony Giddens, le théoricien selon lesquelles les techniques néo-keynésiennes sont dépassées, même dans le cadre continental de l'Union européenne.”**

**L**es socialistes français sont pour une réforme, soigneusement négociée avec tous les partenaires sociaux, non seulement de l'Etat-providence, mais aussi de l'Etat-régalien.

**“Tout comme Tony Blair, nous sommes pour développer les politiques actives de soutien à l'emploi plutôt que les politiques passives d'assistance aux chômeurs.”**

**T**out comme les amis de Tony Blair, ils sont pour développer les politiques actives de soutien à l'emploi plutôt que les politiques passives d'assistance aux chômeurs. Après tout, l'initiative des emplois-jeunes, celle de l'aménagement et de la réduction du temps de travail à 35 et 32 heures s'inscrivent, à leur manière, dans cette orientation.

**I**ls sont pour rationaliser et moderniser les systèmes de retraite et de santé, responsabiliser tous les acteurs : assurés sociaux, prestataires de services, gérants des différentes caisses. Ils sont pour une individualisation accrue des procédures de prise en charge et aussi pour la couverture des risques nouveaux : déqualification, chômage de longue durée, exclusion.

**M**ais ils sont résolument contre toute tentative de démantèlement de ces systèmes de protection.

**I**ls considèrent comme factice l'opposition avancée par le New Labour entre les “investissement sociaux” (éducation, qualification, santé...), légitimes, car visant le retour à l'emploi des chômeurs ; et les “aides sociales”, pernicieuses, car génératrices d'une “culture d'assistance” et d'une société d'assistés. Dans nos sociétés vieillissantes et soumises à un change-

ment accéléré, ces deux types d'action sociale sont également nécessaires.

### **Souplesse oui, précarité non**

Un troisième point de friction concerne la flexibilité du marché du travail. Les socialistes comprennent les besoins de souplesse qu'éprouvent les entreprises pour améliorer leur réactivité, leur compétitivité ou pour mieux satisfaire les consommateurs. Mais l'impératif de souplesse ne doit pas se traduire par un retour au travail taillable et corvéable à merci. La flexibilité ne doit pas être l'autre nom de la précarité généralisée. La force de travail n'est pas une marchandise comme une autre. Les salariés sont aussi des consommateurs, des personnes et des citoyens. L'assouplissement du marché et de l'organisation du travail doit être consentie et non imposée unilatéralement par les employeurs, et pour cela, elle doit résulter d'accords mutuellement avantageux, "gagnants-gagnants".

### **Société mixte**

D'autres dissonances existent encore, sur la place et le rôle des services publics dans nos démocraties. Les socialistes français restent partisans de la "société mixte", combinant secteur privé marchand, services publics et tiers-secteur d'économie sociale. La rénovation et le développement des services publics leur tiennent particulièrement à coeur, même s'ils admettent que les missions de services publics peuvent être parfois déléguées.

### **Poursuivre une civilisation du temps libéré**

D'autres désaccords ont trait au projet à moyen et à long terme des socialistes et sont symbolisés par la question de l'aménagement et de la réduction du temps de travail. La nouvelle révolution technologique met à notre portée la semaine de 35 heures, de 4 jours, ou d'autres formules qui accroîtraient considérablement le temps libre. Les socialistes français sont très attachés à cet objectif, en partie pour lutter contre le chômage, mais aussi et surtout pour permettre aux salariés de bénéficier eux aussi des progrès techniques et favoriser l'essor d'une nouvelle civilisation. Les tenants de la "troisième voie" n'y accordent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la même importance.

Ces oppositions sont, pour beaucoup, liées aux différences des situations nationales. Pour revenir au pouvoir, après dix-huit ans de règne conservateur, les travaillistes devaient gagner la confiance des nouvelles couches moyennes salariées, allergiques aux augmentations d'impôt. L'élection des députés au scrutin uninominal à un tour, assurait au New Labour le monopole de la représentation de la gauche et le dispensait de toute stratégie d'alliance. L'ancien mode d'insertion de l'économie britannique dans la division internationale du travail, fondé sur sa puissance industrielle, déjà fort mal en point en 1979, a été détruit

**“Les socialistes français sont très attachés à l'objectif de poursuivre une civilisation du temps libéré, pour lutter contre le chômage, mais aussi et surtout pour permettre aux salariés de bénéficier eux aussi des progrès techniques. Les tenants de la « troisième voie » n'y accordent pas, c'est le moins que l'on puisse dire, la même importance.”**

**“Le libéralisme de gauche proposé par Tony Blair fait l’impasse sur les conflits d’intérêt qui divisent nos sociétés, sans tenir compte des aspirations et des intérêts des ouvriers et des employés.”**

par la “révolution conservatrice” thatchérienne. Le nouveau mode d’insertion qui lui a été substitué - puissance de la City et, plus généralement, des services; attractivité du territoire britannique pour les investisseurs étrangers -, constituait une réalité avec laquelle les travailleurs devaient compter et présentait des avantages comparatifs qu’ils entendent préserver.

**M**ais ces oppositions renvoient aussi, on l’a vu, à des désaccords idéologiques. Le libéralisme de gauche proposé par Tony Blair fait l’impasse sur les conflits d’intérêt qui divisent nos sociétés. Il ne tient pas suffisamment compte des aspirations et des intérêts légitimes de l’autre base de la social-démocratie, celle qui fut autrefois, et demeure pour une large part, son cœur : les ouvriers et les employés les plus modestes. Il est difficilement exportable sur notre continent comme l’attestent les réactions actuelles au sein du SPD. Les sociaux-démocrates hollandais ou danois, réputés novateurs, sont parvenus à diviser par deux leur chômage en sept ans, sans démanteler leur Etat-Providence, ni leur système de négociation collective entre patronat et syndicat, et en conservant un haut niveau de redistribution sociale.

**L**e débat va donc se poursuivre et s’amplifier au sein de PSE \*. Un premier bilan sera dressé au prochain congrès de l’Internationale socialiste, en novembre 1999, à Paris.

(\*) Jean-François Vallin, présentation Henri Nallet, *L’Europe vue du PSE* Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, Paris, avril 1999.

**L**e Premier ministre britannique chante les louanges du pragmatisme. L’entreprise de rénovation de la social-démocratie dont il se veut un champion en est, selon lui, à ses débuts et est appelée à évoluer en fonction de ses résultats et de l’expérience. Sa base électorale la plus populaire vient de se rappeler à son bon souvenir. Gageons que Tony Blair et Gerhard Schröder en tireront les enseignements.

**“Les sociaux-démocrates hollandais ou danois, réputés novateurs, sont parvenus à diviser par deux leur chômage en sept ans, sans démanteler leur Etat-Providence.”**

**Henri Weber**



# Annexes

Annexe 1 :  
La dépêche de l'Agence France-Presse

Annexe 2 :  
Les réactions

## La «troisième voie» anglo-allemande met au placard la gauche traditionnelle

**Londres, 8 juin (AFP)** - " Tony Blair et Gerhard Schröder ont tiré ensemble un trait sur les valeurs de la gauche traditionnelle mardi, en publiant un manifeste anglo-allemand pour une «Europe modernisée», axé sur la baisse des dépenses publiques, des impôts sur les sociétés et la fin de «l'assistanat».

Préparé depuis de longs mois, ce manifeste, dévoilé à Londres par les deux chefs de gouvernements se réclamant du centre-gauche, reprend le leitmotiv de la «troisième voie» entre libéralisme et socialisme de Tony Blair, et celui du «nouveau centre» du chancelier allemand.

Mais à en croire les travaillistes eux-mêmes, il range surtout au rayon des articles du passé les recettes de la gauche tradition-

nelle pour les remplacer par une approche nettement plus libérale. «Les politiques des années 70 ont échoué», «une nouvelle génération d'hommes de centre-gauche est arrivée au pouvoir» a martelé Tony Blair.

Le document commun s'attaque au «dogme» de la dépense publique, en affirmant qu'elle a désormais atteint «le seuil de l'intolérable» et que «les gouvernements doivent désormais être appréciés sur leur capacité à gérer l'économie». L'Etat doit guider, pas prendre tout en charge», ajoute le texte.

Le document plaide aussi pour une dérégulation de l'économie et la flexibilité du marché du travail, en affirmant que l'idée d'un même travail pour la vie appartient désormais au «passé». Il

prône une «simplification» et une nouvelle réduction de la taxation des entreprises, qui bénéficient déjà en Grande-Bretagne du régime le plus favorable de l'Union Européenne.

«Ce n'est pas un manifeste de droite» s'est défendu le porte-parole de Tony Blair en affirmant que le document insistait sur la nécessité de lutter contre la pauvreté, en reprenant les recettes du «nouveau Labour» : refonte des régimes d'aides sociales, aides à l'éducation et «welfare to work» (aider les exclus à trouver un travail plutôt que leur donner des allocations).

Mais travaillistes britanniques et socio-démocrates allemands ne considèrent pas qu'il faille tendre vers une égalisation des revenus pour assurer la justice sociale. «Cela ne conduit qu'à négliger l'effort individuel et les prises de responsabilités» affirme le manifeste.

Tony Blair et Gerhard Schröder comptent bien assurer une large diffusion à leurs idées en envoyant leur manifeste aux autres capitales européennes, a ajouté le porte-parole.

Quitte à faire parfois grincer des dents : «nous décidons en France, pour nous mêmes, à partir de nos propres idées» a rétorqué lundi à propos du «nouveau centre» Lionel Jospin. Un Premier ministre français qui revendique volontiers son appartenance au «socialisme» et s'était opposé aux plans de Tony Blair de faire disparaître l'Internationale socialiste au profit d'un forum démocrate dont aurait été Bill Clinton. "

---

## Annexe 2 : Les réactions

---

### **Pierre Moscovici**

... “ *Quels sont alors vos points de désaccord avec Blair et Schröder ?*

Quand je lis leur texte, j'en vois au moins trois. D'abord, je ne suis pas d'accord avec leur diagnostic. Nous n'avons pas échoué, dans un passé récent, pour avoir été les tenants de la dépense publique et d'une protection sociale inadaptée. Le pacifisme du SPD ou le gauchisme du Labour, dans les années 80, explique, pour l'essentiel, une cure d'opposition, que nous n'avons pas connue en France. Autre point de désaccord : je ne suis pas convaincu, sur le plan économique, par une stratégie de l'offre centrée, pour l'essentiel, sur les seuls bienfaits de l'entreprise et du libre-échange sans entraves. Je ne me reconnais pas dans la formule : “ *Nous voulons une société qui*

*célèbre ses entrepreneurs qui réussissent, au même titre que ses artistes et ses footballeurs ”. Nous restons, en France, des keynésiens modernes. Nous croyons que la croissance doit être tirée par la demande, qu'elle soit privée (consommation) ou publique (recherche, innovation). Enfin, et c'est ma dernière critique, cette stratégie ne peut trouver sa pleine efficacité que dans un cadre européen. D'où la nécessité d'un pacte de croissance et d'un plan de grands travaux financés par l'emprunt. C'est une dimension qui n'apparaît pas dans le manifeste pour la troisième voie, qui en cela aussi traduit moins l'affirmation d'un modèle que la lente mutation vers l'Europe de nos camarades britanniques ”...*

Interview de Pierre Moscovici -  
*Le Nouvel Observateur*  
24 juin 1999

### **Martine Aubry**

... “ *Le manifeste “ social-libéral ” signé, à la veille des élections par Gerhard Schröder et Tony Blair est pourtant très éloigné de la politique affichée par Lionel Jospin...*

Je ne me reconnais pas bien dans ce manifeste et je ne suis pas sûre que cette initiative ait été très favorable à leurs auteurs. D'ailleurs, leurs propositions pouvaient apparaître sur certains points en contradiction avec ce qu'ils avaient eux-mêmes défendu en adhérant au programme socialiste européen de Milan, et même avec ce qu'ils font : il est en effet difficile de réclamer la même flexibilité pour le marché du travail que pour ceux des capitaux et des produits, et d'instituer un SMIC comme vient de le faire Tony Blair !

*Pourquoi ces critiques aujourd'hui ? il n'y a pas si longtemps, il était de bon ton, dans certains courants de la gauche française, de vanter le*

*modernisme de M. Blair...*

Pour moi, être moderne, ce n'est pas être plus ou moins libéral. Le rôle de la politique est de répondre aux problèmes de la société actuelle avec des solutions adaptées et fidèles aux valeurs que l'on défend.

*Quels sont ces problèmes ?*

Les principaux touchent au chômage et à l'exclusion. Y répondre pose un certain nombre de questions fondamentales, dont les places respectives de l'État et du marché. Nous n'opposons pas l'État au marché et le marché à l'État. Cette démarche est celle de la droite : pour elle, la politique a pour seul objet d'accompagner le marché. Vis-à-vis du marché, nous n'avons, nous, socialistes français, ni complexe ni culte particulier.

Nous connaissons bien ses vertus : il favorise l'initiative, l'innovation et la concurrence. Mais ses règles ne peuvent s'appliquer à l'ensemble de l'économie, et notamment pas aux biens collectifs, qui nécessitent une vision à long terme, un temps qui n'est pas celui du marché.

*De quels biens collectifs  
parlez-vous ?*

De ceux qui permettent à notre société de se développer et à nos concitoyens de mieux vivre : l'éducation, la recherche, la santé, le logement... mais aussi de ceux qui permettent de garantir notre indépendance nationale, ou de ceux qui doivent structurer harmonieusement notre territoire, comme les infrastructures. A cet égard, ces investissements sont indispensables à la nécessaire cohésion sociale de notre pays, mais ils sont aussi une condition du développement économique. La France peut être fière de ses services publics, même s'ils ont encore à évoluer, car leur efficacité est un atout majeur dans les décisions d'implantation des entreprises étrangères en France....

Interview de Martine Aubry -  
*Le Monde* - 22 juin 1999

## **Pierre Guidoni**

... "Finalement, les vainqueurs ne sont pas toujours où on les croyait et où on les attendait. Il y a notre exemple. Mais, en Espagne, dans des conditions difficiles, avec un parti qui connaît une crise profonde, ils font un peu plus de 34 %, contre 38 pour le parti du gouvernement. Regardez le résultat des Portugais. Il y a une présence du socialisme en Europe du sud. L'expérience de Tony Blair en Grande-Bretagne est une chose et elle a des racines profondes. La situation en Allemagne en est une autre, et le SPD n'est pas au bout de ses évolutions. Ceux qui ont joué la carte de l'Europe, du Parti des socialistes européens, défendu les 21 engagements pris au congrès de Milan, donné à leur campagne une dimension européenne, ceux-là ont marqué des points. Et ceux qui ont oublié en chemin à la fois l'Europe et leurs engagements, n'ont pas trouvé le ton qui convenait pour percer dans cette campagne européenne"...

Pierre Guidoni - Conseil national  
du PS - *L'hebdo des socialistes* -  
25 juin 1999

## **Robert Hue**

... "Il faut dire les choses comme elles sont : le résultat de ces élections - avec une abstention record - est un revers pour l'Europe ; un revers pour la démocratie. Cela concerne toutes les formations politiques, toutes les listes. Nous n'avons pas réussi à convaincre les Françaises et les Français de l'importance et de la nécessité de leur vote. Il y a à cela plusieurs raisons"...

... "Il faut mesurer l'effet terriblement négatif de la publication, à la veille du scrutin, du "manifeste" libéral de Tony Blair et Gerhard Schröder. Les deux principaux dirigeants sociaux-démocrates européens ont dit brutalement "non" à celles et ceux qui voulaient peser en faveur d'une Europe sociale ! Cela a favorisé l'abstention à gauche"....

Robert Hue - *L'humanité*  
14 juin 1999

## **Claude Cabannes**

... "Ce n'est pas un hasard si cette désaffection électorale est particulièrement forte dans les milieux populaires où l'on souffre le plus et où l'on a le plus à se plaindre de l'ordre des choses : l'Europe n'y est pas mal aimée pour elle-même, mais pour sa substance, qu'un seul mot définit, le mot "libéralisme". Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que le talon de fer de la loi de la concurrence, le pouvoir absolu - comme ont dit la monarchie absolue - de l'argent-roi qui submerge toutes les activités humaines, ou le rendez-vous manqué du sommet de Cologne tout récent, avec l'Europe sociale, ne sont pas de nature à déchaîner l'enthousiasme des foules, comme ont dit... Ce phénomène de rejet est amplifié, chez nos voisins, par la sanction que subissent ceux qui sont aux commandes de cette Europe à la sauce de Maastricht. Le parti social-démocrate allemand du chancelier Gerhard Schröder est défait. Les travaillistes du Premier ministre Tony Blair, en Grande-



Bretagne, reculent. On a bien sûr en mémoire le manifeste proclamant avec éclat les vertus du libéralisme, publié il y a quelques jours par ces deux hautes figures de la social-démocratie européenne. ”...

Claude Cabanes - *L'humanité* -  
14 juin 1999

### ***Daniel Cohn-Bendit***

... “Avez-vous senti le besoin de *gauchir* votre discours ?

Quand quelqu'un issu de l'extrême gauche avoue simplement, comme je le fais, “oui nous sommes dans une économie de marché”, il passe toujours pour néolibéral. Et le reste n'est plus entendu. En fait, au cours de cette campagne, ce qui était en moi a été renforcé.

Par exemple, aujourd'hui, tout le monde dit “non” au texte Blair-Schröder. Mais il faut y répondre d'une manière intelligente. Tout le problème va être de leur donner une réponse qui ne relève pas d'un traditionalisme qui ne fonctionne plus.

C'est ça qui est maintenant passionnant, et c'est pour cela que je parle de troisième gauche : peut-on donner une réponse qui ne soit pas du registre CGT ? Mais, en France, il y a une chose qui complique tout : c'est l'héritage des grèves de 1995. Il est temps de dépasser cela.

La troisième gauche, c'est

refuser le néolibéralisme sans buter sur un néotraditionalisme”...

Daniel Cohn-Bendit - *Libération*  
17 juin 1999

### ***Alain Lipietz***

...“La faute des social-démocraties anglaise et allemande apparaît d'autant plus clairement qu'elle est bien connue des Français. C'est la profession de foi sociale-libérale de Blair et Schröder, publiée à la veille de l'élection. “ *Une Europe flexible et compétitive ?* ” Non merci. Les électeurs de gauche ne les avaient pas élus pour ça, et se sont abstenus. Ceux du centre ont préféré l'original (Thatcher-Kohl) à la copie. Le virage et sa sanction sont en tous points conformes aux expériences de 1983-86 et de 1988-93. Certes, la posture de la vieille social-démocratie “fordiste” (étatisme et redistribution par l'impôt) était devenue impraticable. L'abandon de toute ambition sociale n'en découlait pas nécessairement. Surtout pas dans un cadre européen, qui pourrait neutraliser les effets de concurrence entre pays”...

Alain Lipietz - *Libération*  
18 juin 1999



# Sommaire

---

<b>Gilles Finchelstein</b>	
Mener le débat sur le fond	<b>1</b>
<b>LE TEXTE DU “MANIFESTE”</b>	
“Propositions de Gerhard Schröder et de Tony Blair”	<b>15</b>
<b>LES ANALYSES CRITIQUES</b>	
<b>Laurent Bouvet</b>	
Un Royaume-Uni plus fort en Europe grâce à la «troisième voie»	<b>43</b>
<b>Jacques-Pierre Gougeon</b>	
Légitimer le «nouveau centre» en Allemagne	<b>57</b>
<b>Jean Pisani-Ferry</b>	
Vérités, bravades et silences...	<b>70</b>
<b>Marisol Touraine</b>	
Un nouveau compromis social	<b>82</b>

**Henri Weber**

Troisième voie :  
où sont les divergences ? **92**

**ANNEXES**

La dépêche de l'Agence France-Presse **106**

Les réactions **108**

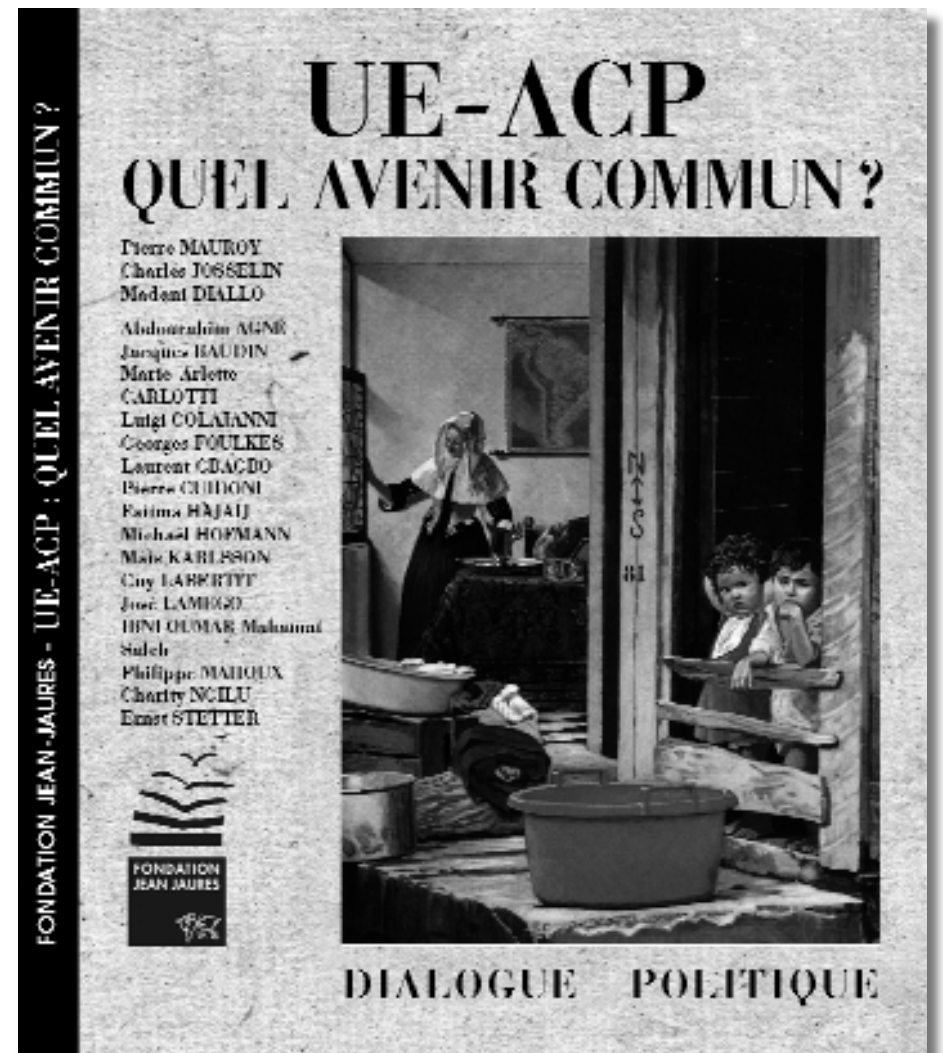
**Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès**  
**- Histoire et Mémoire -**

**L'esprit clerc**  
**Emile Combes**  
**ou le chemin de croix**  
**du diable**

**Marc Villemain**

N°14 - septembre - octobre 1999





juillet 1999

